



**Cofinancé par
l'Union européenne**



ARRÊTÉ n° 2025 – B – 22467

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale « Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique », déclinée de l'intervention 73.01 du Plan Stratégique National en Bourgogne-Franche-Comté.

La Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

VU :

- Le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n°1307/2013 ;
- Le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n°1306/2013 ;
- Le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en

ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

- L'annexe III du règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;

- L'arrêté du 12 octobre 2023 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles FEAGA et Feader et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune

- Les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;

- Les lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2022/C 485/01 ;

- Le Plan Stratégique National pour la France adopté par la Commission européenne en date du 31 août 2022 et ses versions ultérieures ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 ;

- Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;

- Le code rural et de la pêche maritime ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, telle que citée dans l'ordonnance n°2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques - JO du 10 juin 2001 ;

- Le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

- L'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

- Le décret n° 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023 ;

- Le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;

- Le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du

Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;

- La délibération 22AP78 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 21 octobre 2022 et le courrier du 25 novembre 2022 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2023-2027 et son accusé de réception du 20 décembre 2022 ;

- La délibération 25AP78 de l'Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté en date du 5 septembre 2025 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens ;

- La Convention de délégation de tâches de l'organisme payeur au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du Feader HSiGC régionalisées du plan stratégique national signée le 16 décembre 2022 ;

- L'arrêté n° 2024-B-05114 portant sur le régime de sanctions applicable aux interventions régionalisées du Plan Stratégique National 2023-2027 en région Bourgogne-Franche-Comté ;

- La consultation du 21 mars 2023 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté sur les critères de sélection.

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

ARRÊTE

Article 1 : Objectifs généraux de l'intervention

La modernisation, l'adaptation des bâtiments et des équipements existants, la maîtrise des pollutions induites par l'activité d'élevage et la transition énergétique constituent les facteurs clé de la compétitivité des exploitations agricoles.

L'objectif de cette intervention est d'accompagner les transitions des exploitations d'élevage pour permettre leur adaptation au dérèglement climatique, la préservation de l'environnement et des ressources et le renforcement de leur compétitivité.

Article 2 : Objectif de l'arrêté

L'objectif du présent arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides de l'intervention régionalisée « Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique » déclinée de l'intervention 73.01 du Plan Stratégique National.

Il y sera précisé la nature de l'intervention, les conditions d'éligibilités, la méthode de calcul du montant des aides ainsi que les critères de sélection des dossiers.

Article 3 : Description du type d'intervention

L'intervention « 73.01 Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique » est articulée en trois volets intitulés :

1. Bâtiments, bien-être animal et adaptation au dérèglement climatique
2. Effluents
3. Performance énergétique

L'ensemble des investissements des trois volets répond aux objectifs de l'intervention. Toutefois, chaque volet bénéficiera d'une enveloppe FEADER et d'une grille de sélection distinctes.

A) Bénéficiaires de l'aide

De façon générale, pour être éligibles à cette intervention, les bénéficiaires doivent appartenir à la catégorie des « agriculteurs » que ce soit en tant que personne physique ou en tant que personne morale à l'exception des indivisions qui sont inéligibles.

Pour être qualifié « d'agriculteur », le bénéficiaire doit remplir au moins l'une des quatre conditions suivantes :

- Être une personne physique assurée pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA) ;
- Être une société dans laquelle au moins un associé respecte, au titre de son activité dans la société, les conditions fixées pour une personne physique ;
- Être une société sans associé cotisant à l'ATEXA, dès lors que le ou les dirigeants de cette société relèvent du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM et à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 du CRPM (exploitations de culture et d'élevage) ;
- Être une autre personne morale ne relevant pas d'une forme sociétaire à savoir :
 - Les structures de droit public lorsqu'elles ont une activité agricole (lycées agricoles, collectivités...) ;
 - Les associations Loi 1901 dont les statuts prévoient l'activité agricole ;

Les bénéficiaires doivent pratiquer une activité d'élevage qui contribue de façon directe ou indirecte à la production de produits agricoles (au sens de l'annexe 1 du TFUE). Toutefois les activités d'élevage relevant de l'aquaculture sont exclues de cette intervention.

L'intervention est réservée aux filières bovines, ovines, caprines, équinnes, avicole¹ et porcines.

¹ *L'aviculture désigne toutes les sortes d'élevage d'oiseaux ou de volaille (dont les lapins).*

En outre, le porteur de projet doit répondre aux conditions suivantes :

Le siège de l'exploitation agricole du porteur de projet doit être situé sur le territoire de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Le porteur de projet doit avoir au moins 18 ans au moment du dépôt de la demande et ne pas avoir fait valoir ses droits à la retraite en cas d'atteinte de l'âge prévu au paragraphe 1 de l'article L.351-8 du code de la sécurité sociale. Dans le cas d'une structure sociétaire ou collective, au moins un des associés ou adhérents doit remplir cette condition.

Pour bénéficier d'une aide du FEADER, le demandeur doit être à jour de ses obligations sociales. Dans le cas où le projet est soumis à un régime d'aide, le porteur de projet ne doit pas être en procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation.

Le bénéficiaire doit n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de sa demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'environnement, d'hygiène et de bien-être des animaux.

Les porteurs de projet soumis à la commande publique devront respecter le code des marchés publics.

B) Conditions d'admissibilité liées aux projets de l'intervention « 73.01 Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique »

- Les projets doivent répondre à l'exigence européenne de la fonctionnalité. Pour être qualifié de fonctionnel, un projet doit présenter un ensemble cohérent de dépenses répondant à **un objectif dans une période déterminée**.
- Les investissements doivent être en lien avec les activités d'élevage de l'exploitation.
- **Les porteurs de projets sont limités à deux aides notifiées au cours de la programmation 2023-2027 sur cette intervention.**

- Un dépôt sollicitant plusieurs volets à la fois vaut pour un dépôt. Seront pris en compte les deux premiers dossiers notifiés.

a) Cas des porteurs de projets ayant sollicité ou obtenu une DJA et étant encore dans leur période d'engagement DJA au moment du dépôt de la demande d'aide sur le présent dispositif :

Il leur est possible de déposer deux demandes d'aides pour cet appel à projets (sur un ou plusieurs volets) à condition que chaque projet puisse être qualifié de fonctionnel.

b) Pour tous les autres porteurs de projets :

Il n'est possible de déposer qu'une seule demande d'aide par appel à projets (sur un ou plusieurs volets).

Il est possible de déposer une seconde demande d'aide lors d'un appel à projets différent à condition que les travaux de la première demande soient achevés à la date du dépôt de la seconde demande.

- En cas d'investissements concernant les bâtiments agricoles non soumis à l'obligation de permis de construire ou de déclaration préalable de travaux, le porteur de projet non-propriétaire doit fournir l'autorisation de travaux du bailleur.
- Pour les groupements d'agriculteurs, l'investissement doit être destiné exclusivement à l'usage des membres du groupement.
- **Les exploitations des porteurs de projets doivent être en conformité vis-à-vis des normes environnementales et de bien-être animal pour pouvoir solliciter des aides sur cette intervention. Ces normes sont applicables à leur projet d'investissement.**
 - Ainsi, les infrastructures de gestion des effluents doivent être en régularité au regard des normes avant (sauf si un délai de mise aux normes est en cours²) et après réalisation du projet.
En conséquence, en cas de dossier sollicitant les volets « Bâtiments, bien-être animal et adaptation au dérèglement climatique » ou « Performance énergétique » et ayant un impact sur les capacités exigibles, même si le dossier ne sollicite pas une aide sur le volet « Effluents », des justificatifs de travaux pour mise en conformité en matière de gestion des effluents seront demandés.
 - Également, un porteur de projet ne peut pas bénéficier d'une aide pour l'atelier qui n'est pas aux normes au regard du bien-être de l'espèce animale concernée.
- **Pour certaines filières, des conditions supplémentaires d'éligibilité spécifiques sont exigées.**
 - Filière équine :
Les investissements dédiés à un atelier équin **existant** sont éligibles s'ils sont portés par une exploitation dont l'activité d'élevage de l'atelier équin est dominante sur la base du chiffre d'affaires des trois dernières années.
Dans le cas d'une installation ou d'une création d'atelier, la vérification se fera sur la base des éléments comptables existants depuis la mise en place de l'atelier, ou sur la base des éléments économiques figurant dans les études économiques à l'installation.
Les investissements de modernisation relatifs à la reproduction et à l'élevage, à la prise en pension de chevaux avec activités de services, aux activités de débouillage, dressage et entraînement sont admissibles à condition de respecter les catégories de bénéficiaires éligibles.

² *Sont concernées les créations et les reprises d'exploitation ainsi que les exploitations impactées par la mise en place de nouvelles normes effluents.*

Les activités liées aux sports équestres, aux activités de loisirs (centres équestres sans élevage), à la simple pension de chevaux ne sont pas éligibles.

➤ Filière volaille et porcin

Tout investissement concernant des petits équipements listés en annexe 1 est éligible quelles que soient les caractéristiques de la production de l'atelier de l'exploitation.

Tous les autres investissements de l'intervention en lien avec la construction, la rénovation, l'extension et la modernisation de bâtiments d'élevage et d'engraissement sont uniquement éligibles aux productions :

- a) sous SIQO (AOP, AOC, IGP, label rouge, AB),
- b) ou pratiquant un élevage en plein air,
- c) ou répondant à un cahier des charges minimal en matière de bien-être animal (se référer à l'annexe 2, paragraphe E pour l'attendu).

Précision : dans le cas d'une création d'exploitation ou d'une création d'atelier, si l'exploitation ne peut pas fournir à la demande d'aide la preuve de l'appartenance à l'une des trois conditions d'éligibilité précitée, celle-ci devra être fournie au plus tard à la première demande de paiement, sans quoi le projet ne pourra pas être subventionné.

• **Conditions d'éligibilités liées aux projets stratégiques :**

Un projet d'investissement dit « stratégique » doit être le fruit d'une décision éclairée et mûrement réfléchie, intervenue en amont du dépôt de dossier et en amont de la réalisation de l'investissement dans le cadre du présent appel à projets.

Conditions d'éligibilité au caractère « projet stratégique » :

L'exploitant doit avoir réalisé un conseil stratégique global d'exploitation, comprenant une phase de diagnostic, puis l'élaboration d'un plan d'actions à vision moyen-long terme. La mise en œuvre des actions, qui visent en premier lieu une plus grande résilience de l'exploitation et son adaptation aux aléas climatiques, est suivie par l'organisme de conseil mandaté. La liste des conseils stratégiques retenus est annexée au présent arrêté (annexe 2). Le plan d'entreprise des JA qui prévoit au moins un des investissements faisant l'objet de la demande d'aide est considéré comme un projet stratégique.

Les phases de diagnostic et d'élaboration du plan d'actions doivent avoir été réalisées en amont du dépôt de dossier et en amont de la réalisation de l'investissement faisant l'objet de la demande d'aide au titre du présent appel à projets. Pour preuve, le porteur de projet devra avoir déposé son plan d'actions, dans lequel figure le projet d'investissement de manière distincte (sauf pour les CUMA), avant la clôture de l'appel à projets.

Le dépôt de documents autres que le plan d'actions (devis signé, attestation d'engagement, diagnostic sans plan d'actions, ...) ne sera pas pris en compte. Le

plan d'actions doit être fourni lors de la phase d'ouverture de l'appel à projets, il ne peut être déposé lors de la phase de complétude.

Avantages et obligations :

Au-delà d'un montant plancher prévisionnel d'investissement établi à 500 000 € HT, la condition « projet stratégique » s'applique obligatoirement et ce pour tous les porteurs de projet individuels éligibles. Cette condition s'applique si et seulement si le projet sollicite a minima le volet bâtiment de l'intervention.

- **Conditions d'éligibilité spécifiques au volet « Bâtiment, bien-être animal et adaptation au dérèglement climatique »**

- Dans le cas de constructions neuves, afin de respecter le principe de fonctionnalité des projets, tous les équipements fixes ou destinés à rester dans le bâtiment doivent être intégrés au projet. Il n'y a cependant pas d'obligation à solliciter une subvention sur la totalité des dépenses.
- Les investissements concernant le bien-être animal ou à la biosécurité sont éligibles à condition d'être listés dans l'annexe 3. Il sera admis une « fongibilité » des équipements d'une filière à l'autre.
- Conditions d'éligibilité spécifiques liées aux projets de stockage d'eau et des réseaux d'eau destinés à l'abreuvement :
 - L'installation de projet de stockage devra être située sur le siège de l'exploitation ou à proximité immédiate d'un bâtiment annexe de l'exploitation. Un plan permettant de localiser l'ouvrage de stockage et son raccordement au bâtiment d'exploitation devra être fourni.
 - Seule l'eau de pluie des toitures du siège de l'exploitation et de ses bâtiments annexes est une ressource en eau utilisable pour la création de projets de stockage d'eau.
 - Les investissements relatifs aux réseaux de distribution de l'eau au pâturage pour l'abreuvement sont éligibles uniquement s'il s'agit de projet d'extension ou de rénovation de réseaux existants pour l'abreuvement des animaux au pâturage. Les nouvelles connexions à un réseau d'eau potable ne sont pas éligibles.
 - Les abreuvoirs dans les pâtures sont éligibles sous réserve qu'ils ne soient accessibles qu'aux animaux d'élevage pour des raisons de biosécurité. Les équipements de biosécurité tel que des clôtures devront figurer dans les plans relatifs aux investissements qui sont demandés.
- Les projets de séchage des fourrages sont éligibles à condition qu'ils soient à destination des animaux présents sur l'exploitation.

- **Conditions d'éligibilité spécifiques au volet « Effluents » :**

➤ Sont éligibles uniquement les investissements pour de la mise aux normes en zones vulnérables et hors zones vulnérables pour les JA devant se conformer à de nouvelles normes, que le droit de l'UE conduit à imposer aux agriculteurs.

Conformément à l'article 73.5 du règlement UE 2021/2115, ces investissements sont éligibles pendant une période maximale de 24 mois à compter de la date à laquelle ces normes deviennent obligatoires pour l'exploitation. Toutefois, ce délai est défini à 24 mois à partir de la date d'installation en cas de création d'exploitation. Par création d'exploitation, il faut entendre création de nouvelles entreprises rurales. La reprise d'exploitation préexistante ne vaut pas création.

➤ Pour les CUMA, les investissements éligibles à l'intervention « 73.01 Accompagnement des transitions agroécologiques des productions végétales » sont inéligibles à l'intervention « 73.01 Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique » (séparateurs de phase à lisier).

➤ Pour cet appel à projets, les élevages travaillant à l'échelle de l'exploitation en système « tout lisier », toutes filières confondues, ne sont pas éligibles à l'aide du volet « Effluents ».

➤ La couverture des ouvrages de stockage d'effluents est **obligatoire** en zone montagne.

- **Conditions d'éligibilité spécifiques au volet « Performance énergétique » :**

➤ La réalisation d'un diagnostic énergie en amont de l'investissement est **obligatoire sauf** pour les cas suivants :

- Investissements dont le montant total est de l'ordre de grandeur (+ ou - 10%) de celui du diagnostic.
- Investissements d'isolation dans le neuf.
- Les cas où l'attendu du diagnostic énergie (notamment les items sur les postes énergie-gaz à effet de serre) est inclus dans un diagnostic global de l'exploitation réalisé préalablement à un investissement.
- Pour les investissements ci-dessous :
 - Éclairage spécifique lié à l'économie d'énergie ;
 - Poste bloc de traite ;
 - Compteurs d'énergie : gaz et électricité ;
 - Pompe centrifuge utilisée pour la distribution de l'aliment en soupe des élevages de porcs ;
 - Variateurs de fréquence pour le démarrage d'équipements liés au fonctionnement d'une FAF ;
 - Griffe électro-hydraulique comme alternative à l'usage d'un tracteur ;
 - Chauffe-eau thermodynamique éligibles (cf. article 3 paragraphe C/3).

La durée de validité du diagnostic est d'un an. Il doit être réalisé par une structure indépendante à l'exploitation et être reconnu officiellement par un organisme public d'État (cf. annexe 2).

➤ L'éligibilité du séchage solaire en grange est conditionnée à la réalisation d'une étude indépendante sur le dimensionnement de l'équipement.

C) Liste des investissements et actions éligibles à l'intervention

Dans ce paragraphe sont listés les grandes catégories d'investissements éligibles, les listes d'équipements éligibles sont détaillées dans les annexes.

- **Investissements immatériels**

Sont éligibles, les dépenses suivantes directement rattachables et nécessaires à la réalisation de l'opération : l'acquisition ou le développement de logiciels informatiques ainsi que l'acquisition de brevets et de licences.

- **Études et diagnostics d'avant-projet**

Sont éligibles les frais directement rattachables et nécessaires à la réalisation de l'opération qui permettent une optimisation des investissements matériels ou immatériels éligibles. Ce sont les frais de maîtres d'œuvre, d'ingénieurs et de consultants, les études de faisabilité, ou la réalisation de diagnostics (comme les diagnostics énergie-gaz à effet de serre, DEXEL...) à l'exception des études financées par le Conseil régional.

- **Investissements matériels**

En cas d'investissement matériel, les frais de port et de transport constituent des dépenses éligibles.

1. Investissements matériels éligibles au volet « Bâtiments, bien-être animal et adaptation au dérèglement climatique »

a) Construction, aménagements des bâtiments d'élevage

- Construction, rénovation, extension et modernisation de bâtiments d'élevage et d'engraissement ;
 - Travaux de construction, de rénovation et d'extension des bâtiments ;
 - Tunnels aménagés pour le logement ;
 - Équipements **exclusivement dédiés** rendant le bâtiment opérationnel :
 - Équipements en lien avec l'élevage visant à améliorer l'évolution des systèmes de production dont l'aménagement de bâtiments (par exemple : cornadis, pondoirs, mangeoires, abreuvoirs, chauffage...) ;
 - Équipements visant à améliorer la santé et la sécurité des hommes et des animaux ;
 - Équipements liés à la biosécurité et au bien-être animal (listés dans l'annexe 3) ;
 - Aménagement de la salle de traite ;

- Équipements pour l'économie d'eau ;
- Petits équipements spécifiques de filière en lien avec l'élevage (listés dans l'annexe 1).

Les équipements robotiques sont éligibles à condition d'être dédiés aux bâtiments.

- Aménagement des abords et des parcours ;
- Travaux d'insertion paysagère des bâtiments.

b) Aléas climatiques :

- Investissements liés à l'adaptation des élevages (donc hors culture) visant à limiter les impacts des aléas climatiques.

c) Résilience face au changement climatique (stockage de fourrage et d'eau individuel) :

- Stockage de l'eau : équipements pour la récupération, le traitement et la potabilisation de l'eau de pluie de toiture sur le siège de l'exploitation et des bâtiments annexes. L'eau récupérée et stockée est destinée à l'abreuvement des animaux ou au nettoyage du matériel et des bâtiments de l'exploitation.
 - Stockage : dispositifs de stockage des eaux de pluie, y compris gouttières ; noues, descentes, regards, réseaux, bacs décanteurs terrassement, cuves de stockage ;
 - Potabilisation : matériels/dispositifs de traitement des eaux de pluie (traitement UV, chloration, cuves, pompes, pompes doseuses, filtres, surpresseurs...).
- Extension et rénovation des réseaux existants pour l'abreuvement des animaux au pâturage et aménagement de points d'abreuvement pour les animaux au pâturage.
- Bâtiments de stockage de fourrages et des aliments à destination des animaux présents sur l'exploitation, y compris les silos de stockage.
- Matériels exclusivement dédiés à la fabrication des aliments à la ferme pour l'autoconsommation des animaux de l'exploitation :
 - Petits équipements de stockage et matériel de transformation des aliments autoconsommés et/ou achetés ;

2. Investissements matériels éligibles au volet « Effluents » de l'intervention :

- Équipements et construction pour la gestion des effluents d'élevage (dont les couvertures de fumières) ;
- Séparateurs de phases ;
- Couverture des fosses.

3. Investissements matériels éligibles au volet « Performance énergétique » de l'intervention :

- Aménagement et matériels visant à améliorer la performance énergétique des bâtiments et du processus de production :
 - Isolation de locaux, acquisition de matériels visant à améliorer la performance énergétique du processus de production ;
 - Matériels et équipements utilisant de l'énergie renouvelable visant à améliorer la performance énergétique du processus de production ;
 - Matériels et équipements de production de chaleur : chauffe-eau solaire ou thermodynamique, pompes à chaleur, chaudières (l'usage des coproduits du bois par rapport au bois est recommandée) ;
 - Équipements poste bloc de traite (Récupérateur de chaleur sur le tank à lait pour la production d'eau chaude sanitaire, pré-refroidisseur de lait, pompe à vide de la machine à traire et ses équipements liés à l'économie d'énergie) ;
 - Autres : compteurs d'énergie (gaz et électricité), pompe centrifuge utilisée pour la distribution de l'aliment en soupe des élevages de porcs, variateurs de fréquence pour le démarrage d'équipements liés au fonctionnement d'une FAF, griffe électrohydraulique comme alternative à l'usage d'un tracteur, chauffe-eau thermodynamique valorisant les calories dégagées par un équipement/matériel ou présent dans un local confiné (ex : laiterie avec la chaleur dégagée par le fonctionnement du tank à lait, salle de préparation du lait en production de veaux de boucherie, etc.), avec un coefficient de performance réelle supérieur à 4.
- Construction et équipements de valorisation de la matière organique issue de l'exploitation (ex : fumier, taille, tontes, résidus de culture) pour une utilisation sur l'exploitation (hors production énergétique) ;
- Aménagement de locaux et matériels de séchage solaire en grange de fourrages ou de séchage de cultures à partir d'énergies renouvelables ;
- Installations de production d'énergie renouvelable ne bénéficiant pas d'un soutien tarifaire (obligation d'achat ou appel d'offre Commission de Régulation de l'Energie).

4. Cas de l'auto-construction :

Les dépenses de matériel sont éligibles dans le cas d'auto-construction. Les dépenses de fournitures devront être justifiées sur factures.

Pour des raisons de sécurité et de garantie de réalisation des ouvrages conformément aux documents techniques unifiés (DTU) en vigueur, ne sont pas prises en charge les dépenses de matériel liées à l'auto-construction relatives aux travaux suivants :

- La couverture et charpente, sauf pour les bâtiments en kit ne dépassant pas 5 mètres au faîtage ;
- L'électricité ;
- Les ouvrages de stockage (fosses et fumières) et traitement des effluents (incluant tous les investissements liés à la gestion des effluents ou qui la concernent).

En cas de construction d'un bâtiment neuf ou de rénovation, tous les équipements fixes ou destinés à demeurer dans le bâtiment, nécessaires pour rendre le projet opérationnel et viable, doivent être obligatoirement intégrés.

Pour être éligibles, tous les bâtiments et tous les ouvrages de stockage des effluents doivent bénéficier d'une garantie décennale, à l'exception des cas suivants :

- Tunnels (*) :
- Stockage en poche à lisier (*) :
- Bâtiment ou partie de bâtiment en kit :
- Travaux autorisés en auto-construction (murs, radier des bâtiments...) :
- Les fosses de stockages des effluents liquides d'une capacité inférieure à 50 m³.

(*) Dans ce cas, la garantie décennale pourra être remplacée par une garantie de constructeur de durée équivalente.

D) Liste des investissements et actions exclus de l'intervention

Les dépenses suivantes ne sont pas éligibles :

Volet « Bâtiments, bien-être animal et adaptation au dérèglement climatique » :

- Aléas climatiques : les dispositifs anti-grêle et antigel ne sont pas éligibles à l'intervention « 73.01 Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique » ;
- Les investissements de stockage d'eau couplé à des panneaux solaires (par exemple les abreuvoirs) ;
- Les investissements de stockage hydraulique liés à un mécanisme de production d'énergie renouvelable ;
- Les investissements de forages pour l'eau en zone karstique. En l'absence de cartographie permettant de déterminer les zones karstiques, les forages sont inéligibles sur tout le territoire régional ;
- Les investissements liés à des projets d'hydraulique collectif ;
- Les nouvelles connexions à un réseau d'eau potable pour l'abreuvement des animaux au pâturage.
- Les réserves incendie

Volet « Effluents » :

- Les investissements pour la mise en conformité vis-à-vis d'une norme communautaire en matière d'environnement, sauf pour de la mise aux normes effluents en zones vulnérables et hors zones vulnérables pour les JA devant se conformer à de nouvelles normes que le droit de l'UE impose aux agriculteurs.

Le délai maximal pour se mettre en conformité est de 24 mois à compter de la date à laquelle ces exigences deviennent obligatoires pour les exploitations d'un territoire ; sauf en cas de création d'exploitation où ce délai s'applique à partir de la date de la création.

- Les travaux de gestion des effluents « tout lisier » en zone karstique. En l'absence de cartographie permettant de déterminer les zones karstiques, les travaux de gestion des effluents « tout lisier » sont inéligibles sur tout le territoire régional. Le système tout lisier est apprécié à l'échelle de l'exploitation.

Volet « Performance énergétique » :

- Les investissements pour la production d'énergie renouvelable bénéficiant d'un soutien tarifaire ;
- Dans le cas d'installation de panneaux photovoltaïques avec ou sans soutien tarifaire faisant l'objet d'une subvention autre que du FEADER, tout ce qui est subventionné est inéligible (toiture, panneaux, châssis...) ;
- Les investissements de méthanisation. Les unités de méthanisation en site isolé ne peuvent être dédiées à l'exploitation et ne sont donc pas éligibles.

Inéligibilités communes aux 3 volets :

- Les investissements qui ne sont pas en relation directe avec l'activité d'élevage ;
- Les hangars à matériel. Toutefois les projets de rénovation de hangars destinés à être transformés en bâtiment d'élevage sont éligibles.
- L'achat et la location de foncier ;
- Les travaux de désamiantage ;
- Les contributions en nature ;
- Le raccordement au réseau en dehors des limites de la parcelle ;
- Les investissements directement liés à l'application d'une norme minimale dans les domaines de l'hygiène et du bien-être animal ;
- Les matériels d'occasion et les consommables ;
- Les investissements de simple remplacement. Toutefois, ne sont pas considérées comme un simple remplacement les dépenses d'acquisition d'un bien entièrement amorti sur le plan comptable, selon les normes comptables en vigueur ;
- La location-vente de matériels ;
- Les investissements en copropriété ;
- Les investissements financés par voie de crédit-bail ou d'un bail à construction ;
- L'auto-construction hormis les fournitures, dépenses justifiées sur factures. Dans le cas des travaux réalisés en auto-construction, les charges liées à la main d'œuvre sont donc inéligibles. Se référer au paragraphe C.4) pour plus de précisions sur les conditions ;
- Les frais de montage des dossiers de demande FEADER ;
- Les études ou diagnostics financés par la région ;
- Les taxes, redevances, impôts inhérents au projet (TVA...etc.) ;
- Les frais liés aux accords amiables et aux intérêts moratoires dans le cadre de contrats ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation ;
- Les charges et dépenses inéligibles de l'article 4 du décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 d'éligibilité des dépenses ;
- L'ensemble des coûts rendus inéligibles par les règlements européens ;

- a) l'acquisition de droits de production agricole ;
- b) l'acquisition de droits au paiement ;
- c) l'achat de terrain pour un montant supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrain aux fins de la protection de l'environnement et de la préservation des sols riches en carbone, ou de l'achat de terrain par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles versées au bénéficiaire final ou, dans le cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;
- d) l'acquisition d'animaux et l'acquisition de plantes annuelles ainsi que la plantation de ces dernières, à des fins autres que :
 - i. la reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;
 - ii. la protection des animaux d'élevage contre les grands prédateurs ou l'utilisation dans la sylviculture en lieu et place des machines ;
 - iii. la reproduction des races menacées au sens de l'article 2, point 24), du règlement (UE) 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil au titre des engagements visés à l'article 70 ; ou
 - iv. la préservation des variétés végétales menacées d'érosion génétique au titre des engagements visés à l'article 70 ;
- e) les intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie ;
- f) des investissements dans des infrastructures à grande échelle, telles qu'elles sont déterminées par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 32 du règlement (UE) 2021/1060, à l'exception du haut débit, des mesures de prévention des inondations ou de protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques susceptibles de se produire ;
- g) les investissements dans le boisement non compatibles avec des objectifs en matière d'environnement et de climat conformes aux principes de gestion durable des forêts tels qu'ils sont définis dans les lignes directrices paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.

E) Articulation avec d'autres aides publiques :

L'aide accordée au titre du type d'intervention 73.01 pour la modernisation des exploitations d'élevage n'est pas cumulable avec **toute aide publique accordée hors du champ PSN**.

La répartition des investissements éligibles entre les différentes interventions du volet régional du PSN a été définie par **des lignes de partage**.

Lignes de partage de l'intervention « Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique » avec les autres interventions du volet régional de Bourgogne Franche Comté du Plan Stratégique National (PSN) :

- Les projets d'irrigation relevant de cette intervention ne sont pas éligibles aux autres interventions du PSN régionalisé ;
- Les investissements relevant de cette intervention ne sont pas éligibles aux autres interventions du PSN régionalisé ;
- Les investissements éligibles à l'intervention 73.01 Diversification des activités et des productions agricoles – volet productions émergentes ne sont pas éligibles à la présente intervention.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

A. Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

B. Taux d'aide et de calcul du montant de la subvention

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et des taux d'aides publiques (*) :

Somme des aides publiques = [taux d'aides publiques] x [dépense subventionnable hors taxe]

() L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente au plus 60 % du montant de l'aide publique.*

Le taux d'aide publique, tous financeurs publics (FEADER inclus), **est de 40%**.

Le calcul de l'aide est détaillé volet par volet. En cas de plafonnement au global de l'aide, le calcul de l'aide par volet sera proratisé en tenant compte de la répartition des dépenses éligibles entre chaque volet.

Le taux d'aide publique est majoré lorsque le dossier déposé correspond à un ou plusieurs cas listés ci-dessous. Il est possible de cumuler des majorations dans la limite maximale d'un taux d'aide global de 55%, sauf pour les jeunes agriculteurs (JA) et nouveaux agriculteurs (NA) qui pourront être financés à un taux maximal de 60%. Dans le cas de formes sociétaires uniquement, si les parts sociales JA dépassent 10 %, le taux maximal est aussi de 60%.

Majorations possibles du taux d'aide publique :

- **+20 points pour un nouvel agriculteur (NA) ou un jeune agriculteur (JA).**

Le porteur de projet peut prétendre à la majoration JA/NA s'il correspond à l'un des deux cas listés ci-après. **Toutes les conditions définies pour chacun des cas doivent être remplies au moment du dépôt de la demande d'aide.**

Cas 1 : Nouvel agriculteur installé (NA) :

- Répondre à la définition du bénéficiaire éligible « agriculteur » détaillé à l'article 3 point A du présent arrêté **pour la première fois** et être installé depuis moins de 5 ans.
- **Avoir au moins 40 ans.**
- **Justifier d'un plan de professionnalisation personnalisé ou d'une étude économique pour l'installation.**
- **Justifier de la capacité professionnelle agricole (CPA) ou être en acquisition progressive de la CPA, ou à défaut justifier d'une formation ou de compétences listées ci-dessous :**
 - Être titulaire d'un diplôme (*) de niveau 3 ou supérieur, quelle que soit la spécialité.
 - Ou prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois dernières années.

(*) le terme diplôme intègre aussi les titres et certificats du même niveau.

Cas 2-A : Jeune agriculteur (JA) ayant sollicité une DJA :

- Répondre à la définition du bénéficiaire éligible « agriculteur » détaillé à l'article 3 point A du présent arrêté et installé **pour la première fois** et ce depuis moins de 5 ans ou être pour la première fois dans un parcours d'installation « DJA ».
- **Avoir au plus 40 ans.**
- ***Fournir l'attestation Certificat de Conformité JA (CJA) mentionnant la date d'installation. Si la demande d'aide aux investissements est antérieure à l'émission du Certificat de Conformité, l'accusé-réception du dépôt de la demande de DJA ou la décision juridique devra être fourni au moment de la demande d'aide. Le certificat de conformité sera à fournir lors de la première demande de paiement.***
- ***Fournir un plan d'entreprise (PE) en cours de validité. Le JA-DJA doit être dans sa période d'engagement, soit 4 ans à partir de la date d'installation indiquée dans le certificat de conformité.***

Cas 2-B : Jeune agriculteur (JA) n'ayant pas sollicité une DJA :

- Répondre à la définition du bénéficiaire éligible « agriculteur » détaillé à l'article 3 point A du présent arrêté et être installé **pour la première fois et ce depuis moins de 5 ans.**

- **Avoir au plus 40 ans.**

- **Justifier de la capacité professionnelle agricole (CPA) ou être en acquisition progressive de la CPA, ou à défaut justifier d'une formation et/ou de compétences listées ci-dessous :**

- Être titulaire d'un diplôme (*) agricole de niveau 4 ou supérieur (Bac pro, BPREA, etc.).
- Ou être titulaire d'un diplôme (*) de niveau 3 ou supérieur, quelle que soit la spécialité, **et** prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 24 mois au cours des trois dernières années.
- Ou prouver l'exercice d'une activité professionnelle dans le secteur de la production agricole d'au minimum 40 mois au cours des cinq dernières années.

() le terme diplôme intègre aussi les titres et certificats du même niveau.*

Études d'installation requises :

- Fournir un plan de professionnalisation personnalisé ou une étude économique à l'installation.

Pour les formes sociétaires, la majoration JA/NA sera calculée au prorata des parts détenues par les JA et NA au moment du dépôt de la demande. Les parts JA/NA détenues devront être à minima égales à 10 % du total des parts sociales et exercer un contrôle effectif et durable dans la gestion.

Pour les groupements, cette majoration sera calculée au prorata des adhérents JA et NA du groupement au moment du dépôt de la demande. Le pourcentage d'adhérents JA/NA devra être à minima égal à 10 % des adhérents du groupement.

- **+ 5 points pour une exploitation située en zone de montagne** (critère basé sur la localisation du siège de l'exploitation ou dans le cas d'une structure collective, sur la localisation du projet).
- **+ 10 points pour les exploitations sous label AB.** Pour les projets portés par des collectifs, 50% des exploitations du collectif devront être sous label AB pour obtenir les points.
- **+ 10 points pour les projets collectifs :** projets portés par un GIEE, une CUMA et pour les opérations relevant du partenariat européen de l'innovation.

- **+ 15 points pour les projets stratégiques** : selon définition indiqué à l'article 2 paragraphe B « Conditions d'éligibilités liées aux projets stratégiques » du présent arrêté

C. Définition des montants de base

Plancher :

Un dossier est éligible à compter de 10 000 € de dépenses subventionnables.

Plafonds :

Les études et diagnostics d'avant-projet sont plafonnés à 10 % du total de la dépense éligible (montant subventionnable), tous volets confondus.

Le plafond des dépenses subventionnables est fixé à 100 000 €. Il constitue un plafond unique pour l'ensemble des dépenses éligibles des 3 volets.

Il existe toutefois deux modalités d'augmentation du plafond des dépenses subventionnables :

- Dans le cas des GAEC les montants subventionnables sont augmentés de :
 - + 60 000 € pour le 2^{ème} associé.
 - + 40 000 € pour le 3^{ème} associé.
- En cas de projet stratégique, le montant subventionnable maximal est augmenté de 30 000 €.

Tableau synthétique des montants maximaux subventionnables (dépenses éligibles) :

Catégorie	GAEC 2 associés sans projet stratégique	GAEC 2 associés avec projet stratégique	GAEC 3 associés sans projet stratégique	GAEC 3 associés avec projet stratégique	Projet stratégique seul	Ni projet stratégique ni GAEC
Montants subventionnables	160 000 €	190 000 €	200 000 €	230 000 €	130 000 €	100 000 €

D. Modalités de versement

Les bénéficiaires se verront notifier l'attribution d'une aide au titre du PSN par le biais d'une décision juridique attributive. L'aide sera versée après instruction de la demande de paiement transmise par le bénéficiaire. Les modalités réglementaires de cette demande sont précisées dans la notice du formulaire de demande de paiement.

Parmi ces modalités, le bénéficiaire de l'aide devra présenter la preuve de l'acquittement des dépenses de l'opération qui est subventionnée :

- Soit avec une copie des factures ou des pièces comptables de valeur équivalente, avec les mentions d'acquittement inscrites par le fournisseur ;
- Soit avec une copie des relevés de compte bancaire du bénéficiaire, faisant apparaître le débit de la dépense et la date de ce débit ;

- Soit avec la signature du comptable public (si le bénéficiaire a un statut public) ou d'un commissaire aux comptes apposée sur l'annexe du formulaire de demande de paiement.

Deux acomptes maximums, à hauteur cumulée de 80 % de l'aide publique, pourront être versés à la demande du bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement du projet et sur présentation de factures acquittées.

Article 5 : Procédure

A. Circuit de gestion des dossiers

Les modalités d'instruction de l'aide, de son paiement et de son contrôle s'appuient sur le corpus réglementaire applicable aux interventions du FEADER régionalisées en Bourgogne-Franche-Comté pour la période 2023-2027.

L'octroi des aides fonctionne **par appel à projets, période de dépôt des demandes d'aides. Le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté est le service instructeur vers lequel se tournent les porteurs de projets pour le dépôt des dossiers, leur instruction et les suites qui leur sont données.**

Le présent arrêté cadre l'appel à projets dont les caractéristiques sont définies ainsi :

1) L'enveloppe financière FEADER est de 10,5 millions d'euros répartis comme suit :

- **9 450 000 € pour le volet bâtiment ;**
- **525 000 € pour le volet énergie ;**
- **525 000 € pour le volet effluent.**

2) Le calendrier de l'appel à projets est articulé en 2 phases :

- **Une phase 1, de dépôt en ligne des demandes d'aides ouverte du 4 novembre au 4 décembre 2025.**

Le dépôt de dossier de la demande d'aide se fait via la plateforme EURO-PAC, dédiée à la gestion des aides FEADER en Bourgogne-Franche-Comté en suivant le lien ci-après :

<http://www.europac.bourgognefranchecomte.fr>

Pour ce faire, le porteur de projet sélectionne sous EURO-PAC le « dispositif 2025 AAP1 Modernisation et adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique ». La demande d'aide doit être validée sur EURO-PAC par le porteur de projet dans la période d'ouverture de la phase 1. **Au-delà la demande ne pourra bénéficier de subvention et sera rejetée.**

Le porteur de projet reçoit ensuite un mail automatique lui confirmant l'enregistrement de sa demande d'aide.

De plus, un accusé de réception (AR) de dépôt de dossier est envoyé au demandeur précisant la date de début d'éligibilité temporelle des dépenses. Cet AR ne vaut pas promesse de subvention.

• **Une phase 2 dite de complétude des dossiers.**

Seuls les dossiers ayant reçu un AR en phase 1, pourront être complétés en phase 2.
Tout dossier incomplet après cette phase de complétude sera rejeté.

Le dossier de demande d'aide est complet dès lors que les pièces administratives requises sont présentes dans le dossier. Les pièces requises sont le formulaire EURO-PAC et ses annexes, dûment renseignés, ainsi que toutes les pièces justificatives attendues.

À la suite de l'enregistrement de la demande d'aide et si le dossier est complet, un accusé de réception de dossier complet est émis par le service instructeur. Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.

Si des informations ou des pièces complémentaires sont nécessaires à la complétude du dossier, le service instructeur fixe un délai maximal de transmission de ces éléments. Si passé ce délai, les éléments n'ont pas été transmis, la demande d'aide peut être déclarée totalement inéligible.

Une fois l'accusé de réception de dossier complet envoyé au demandeur d'aide, l'instruction technique du dossier continuera. Au cours de cette phase d'instruction, des pièces supplémentaires et des précisions sur le projet pourront être demandées.

Lorsqu'une demande est déclarée inéligible, le service instructeur transmet un courrier de rejet au porteur lui indiquant les raisons de son inéligibilité ainsi que les voies de recours possibles.

3) Éligibilité des dépenses :

Pour les opérations d'investissements subventionnées dans le cadre de cet appel à projet relevant du champ d'application de l'article 42 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), seules les dépenses qui ont été engagées après le 01 janvier 2023 sont éligibles. Par ailleurs les travaux de l'opération ne doivent pas être achevés physiquement et financièrement au moment du dépôt de la demande d'aide. Dans le cas contraire le projet est inéligible.

La notion de « dépenses engagées » est précisée au paragraphe suivant, « commencement de l'opération ».

Chaque dépense présentée devra être justifiée par la fourniture d'au moins un devis d'entreprise à joindre au dossier.

Dans un second temps, toute dépense présentée dans un dossier sera considérée comme éligible lorsque le caractère raisonnable des coûts aura été avéré selon les modalités précisées dans la notice de demande d'aide.

4) Commencement de l'opération :

Est considéré comme un commencement d'opération tout acte validant une décision liée à l'opération, par exemple un devis signé ou un bon de commande passé entre le bénéficiaire et un prestataire ou un fournisseur (ou à défaut une première facture émise) ou tout début physique de travaux. L'achat de terrains et les préparatifs au projet tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux ou de l'activité. Dans le cas des rachats, le commencement de l'opération est le moment de l'acquisition des actifs directement liés à l'établissement acquis.

Dans le cas des marchés publics : la date de commencement du marché public (notification) constitue un commencement d'exécution de l'opération. Aussi, la date du commencement du marché public doit être postérieure à la date de début d'éligibilité de l'opération pour laquelle il est demandé une aide FEADER sinon l'opération sera rendue inéligible.

5) Délai de réalisation des travaux :

L'achèvement de l'opération et le dépôt auprès du service instructeur de la dernière demande de paiement devront intervenir au plus tard aux dates limites qui seront fixées dans la décision juridique attribuant l'aide. L'achèvement de l'opération devra être formalisé par la déclaration de fin de travaux. Est matériellement achevée ou totalement mise en œuvre, une opération dont les travaux ou les actions à mener permettant sa réalisation effective sont entièrement finalisés.

B. Modalités de sélection des dossiers

Les dossiers de demande d'aide sont analysés et instruits dans le cadre juridique des appels à projets. Les investissements des dossiers éligibles sont ensuite répartis en trois volets (définis à l'article 3). Après avoir vérifié l'éligibilité des dépenses, chaque volet du dossier est enfin noté et classé selon les critères de sélection et de pondération contenus dans les grilles de sélection suivantes (grilles répondant aux priorités régionales).

Grille de sélection volet bâtiment – validée par le Comité régional de suivi du 21 mars 2023

Principes de sélection	Critères	Modalités	Points
Maîtrise du risque économique (23 points)	Accompagnement / conseil	Projet stratégique : conseils stratégiques d'exploitation validés par un diagnostic global en amont des investissements et les investissements du projet figurent dans les préconisations. De moins de 24 mois, valable sur la durée de la programmation.	10
		Exploitation ayant fait l'objet d'un audit technico-économique ou d'une étude spécifique lié à l'investissement de moins de 24 mois.	5
	Sécurisation des revenus	Exploitation diversifiée ou en cours de diversification en termes de sources de revenus.	7
		Bâtiments d'engraissement, dans le cadre d'une contractualisation amont/aval ou en vue d'une vente directe.	7
	Démarches qualité	Atelier en BIO et autres SIQO. Pour les collectifs 25% des exploitations en SIQO requis.	6
		Conversion AB ou en cours de SIQO	4
Type de porteur (13 points)	Type de porteur	JA DJA	13
		Nouvel installé moins de 5 ans à la date du dépôt du dossier.	8
		Exploitation à moderniser dans un objectif de reprise.	8
		CUMA	10
		Membre d'un Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI) et investissement en lien avec le projet du PEI.	5
		ESS à objet agricole ou ferme de lycée agricole	4
		Adhérent GIEE et investissement en lien avec le projet du GIEE	2
Santé et sécurité humaine (14 points)	Conditions de travail	Amélioration des conditions de travail type I	14
		Amélioration des conditions de travail type II	7
Bien-être animal, santé et sécurité animale (11 points)	Bien-être animal	Filières porcines et avicoles : élevage en plein air. Filière lait standard toutes espèces laitières (bovins, ovins, caprins, équins) : surface en herbe (prairies permanentes + temporaires) > 50 % SAU	6
		Toutes filières : équipements / matériels inscrits dans la « Liste d'investissements favorisant le bien-être animal »	7

		Réalisation d'un diagnostic externe bien-être animal type Boviwell	2
	Biosécurité	Réalisation d'un audit biosécurité externe si suivi d'investissements	4
		Équipement biosécurité (inclus dans liste de l'arrêté de mise en œuvre)	3
Prise en compte du dérèglement climatique : sous rubrique résilience (bâtiments) (35 points)	Sobriété en eau	Installation/équipement économe en eau (recyclage des eaux blanches, dispositifs de régulation de l'eau, ...)	6
	Sobriété énergétique	Dépôt concomitant d'un dossier sur le volet énergie	6
		Équipements économes en énergie ou production énergie renouvelable	4
	Autonomie en eau	Stockage d'eau pour économiser l'eau potable, existant (depuis moins de 5 ans à la date de dépôt du dossier) ou réalisé lors du projet, améliorant la résilience de l'exploitation face aux sécheresses	9
	Autonomie alimentaire	Projet de stockage de fourrages et/ou aliments, existant (depuis moins de 5 ans à la date de dépôt du dossier) ou réalisé, destinés à l'alimentation des animaux de l'exploitation.	9
		Projet de fabrique d'aliments à la ferme	4
	Litière	Stockage de bois litière destiné aux animaux de l'exploitation, si plan de gestion du bocage	5
Prise en compte du dérèglement climatique : sous rubrique critères communs (9 points)	Bonnes pratiques	Audit bas carbone de niveau 2 (datant de moins de 24 mois, non cumulable si projet stratégique)	9
		Pratiques agricoles exemplaires : Groupe 30 000, Dephy, demandeur ou bénéficiaire de MAEC systèmes herbagers, polyculture-élevage, et herbivores.	4
Zones en déficit de renouvellement ou zone de déprise (7 points)	Zone de déprise	Projet pour exploitation située en zone de déprise	7
Construction bois et insertion paysagère (9 points)	Construction bois	Projet entièrement en bois local (charpente et bardage)	5
		Projet partiellement en bois local (charpente ou bardage)	3
	Intégration paysagère	Intégration paysagère (dont bois sans provenance locale)	4

Le nombre maximum de points est de 123.

Grille de sélection volet effluent - validée par le Comité régional de suivi du 21 mars 2023

Principes de sélection	Critères	Modalités	Points
Maîtrise du risque économique (38 points)	Accompagnement / conseil	Projet stratégique : conseils stratégiques d'exploitation validés par un diagnostic global en amont des investissements et les investissements du projet figurent dans les préconisations. De moins de 24 mois, valable sur la durée de la programmation	16
		Exploitation ayant fait l'objet d'un audit technico-économique ou d'une étude spécifique lié à l'investissement de moins de 24 mois	8
	Sécurisation des revenus	Exploitation diversifiée ou en cours de diversification en termes de sources de revenus.	12
		Bâtiments d'engraissement, dans le cadre d'une contractualisation amont/aval ou en vue d'une vente directe	12
	Démarches qualité	Atelier en BIO et autres SIQO. Pour les collectifs 25% des exploitations en SIQO requis.	10
		Conversion AB ou en cours de SIQO	8
Type de porteur (20 points)	Type de porteur	JA DJA	17
		Nouvel installé moins de 5 ans à la date du dépôt du dossier	10
		Exploitation à moderniser dans un objectif de reprise	10
		Obligation de mise aux normes, hors JA (ZV 2021)	20
		CUMA	10
		Membre d'un Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI) et investissement en lien avec le projet du PEI	8
		ESS à objet agricole ou ferme de lycée agricole	6
		Adhérent GIEE et investissement en lien avec le projet du GIEE	4
Prise en compte du dérèglement climatique (16 points)	Bonnes pratiques	Audit bas carbone de niveau 2 (datant de moins de 24 mois, non cumulable si projet stratégique)	16
		Pratiques agricoles exemplaires : Groupe 30 000, Dephy, demandeur ou bénéficiaire de MAEC systèmes herbagers, polyculture-élevage, et herbivores.	12
Zones en déficit de renouvellement ou zone de déprise (8 points)	Zone de déprise	Projet pour exploitation située en zone de déprise	8
Critères spécifiques volet effluents (21 points)	Enjeu eau	Siège de l'exploitation situé sur une aire d'alimentation de captage prioritaire	16
		Compostage du fumier	10

		Existence d'un plan d'épandage	10
	Conception des ouvrages	Couverture des fosses et ouvrages de stockage	5

Le nombre maximum de points est de 103.

Grille de sélection volet performance énergie - validée par le Comité régional de suivi du 21 mars 2023

Principes de sélection	Critères	Modalités	Points
Maîtrise du risque économique (34 points)	Accompagnement / conseil	Projet stratégique : conseils stratégiques d'exploitation validés par un diagnostic global en amont des investissements et les investissements du projet figurent dans les préconisations. De moins de 24 mois, valable sur la durée de la programmation	14
		Exploitation ayant fait l'objet d'un audit technico-économique ou d'une étude spécifique lié à l'investissement de moins de 24 mois	7
	Sécurisation des revenus	Exploitation diversifiée ou en cours de diversification en termes de sources de revenus.	11
		Bâtiments d'engraissement, dans le cadre d'une contractualisation amont/aval ou en vue d'une vente directe	11
	Démarches qualité	Atelier en Bio et autres SIQO. Pour les collectifs 25% des exploitations en SIQO requis.	9
		Conversion AB ou en cours de SIQO	7
Type de porteur (15 points)	Type de porteur	JA DJA	15
		Nouvel installé moins de 5 ans à la date du dépôt du dossier	9
		Exploitation à moderniser dans un objectif de reprise	9
		CUMA	10
		Membre d'un Partenariat Européen pour l'Innovation (PEI) et investissement en lien avec le projet du PEI	8
		ESS à objet agricole ou ferme de lycée agricole	6
		Adhérent GIEE et investissement en lien avec le projet du GIEE	4
Prise en compte du dérèglement climatique (14 points)	Bonnes pratiques	Audit bas carbone de niveau 2 (datant de moins de 24 mois, non cumulable si projet stratégique)	14
		Projet permettant d'augmenter l'autonomie alimentaire de l'élevage	10
		Pratiques agricoles exemplaires : Groupe 30 000, Dephy, demandeur ou bénéficiaire de MAEC systèmes herbagers, polyculture-élevage, et herbivores.	10

Zones en déficit de renouvellement ou zone de déprise (8 points)	Zone de déprise	Projet pour exploitation située en zone de déprise	8
Critères spécifiques volet énergie (29 points)	Performances énergétiques	Rénovation dans le but d'optimiser et/ou économiser l'énergie	16
		Aménagement de locaux et matériels visant à améliorer la performance énergétique des bâtiments	10
		Équipement en rénovation ou nouvel équipement : gain d'énergie par rapport à la situation initiale ou standard	6
	Type d'investissement	Investissement sur le poste bloc de traite	8
		Production d'énergie renouvelable sans soutien tarifaire	13
		Séchage en grange des fourrages	13

Le nombre maximum de points est de 100.

Définition des termes et précisions pour l'attribution des points des grilles de sélection :

Maitrise du risque économique :

La liste des conseils stratégiques permettant l'obtention de la qualification de projets stratégiques est définie en annexe 2.

Pour les audits technico-économiques, ces études devront être établies par un organisme indépendant.

La diversification s'entend comme diversification des revenus de l'exploitation agricole au sens large (ex : nouvel atelier de production, ou transformation, ou agritourisme, ou production ENR...).

Les points « engraisements » sont attribués pour une construction d'un bâtiment d'engraissement **spécifique ou mixte** avec contractualisation amont/aval ou engraissement pour la vente directe.

Démarche qualité : pour les projets d'investissements concernant un atelier animal sous Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO). Dans le cas d'une conversion AB ou d'une transition vers un SIQO, les justificatifs à présenter peuvent être des documents avalisés par la filière concernée.

Type de porteur :

Les points JA DJA s'appliquent à tous les projets portés par une exploitation qui comprend au moins un jeune agriculteur bénéficiant ou ayant sollicité une aide à l'installation. Dans ce dernier cas la preuve de dépôt d'un dossier DJA est demandé.

Le nouvel installé (NA ou JA) doit vérifier les conditions spécifiées à l'article 3 paragraphe A. Ces points de sélection s'adressent de fait à tout nouvel installé hormis les JA bénéficiant ou ayant sollicité une aide à l'installation.

Les points « Exploitation à moderniser dans un objectif de reprise » seront attribués aux exploitations en voie d'être reprises par un repreneur inséré dans le parcours d'installation.

Dans le volet « Effluents », les points « obligation de mise aux normes » sont réservés aux porteurs de projet possédant un ilot ou un ouvrage de stockage en ZV 2021 et ne possédant pas de JA dans la structure.

Points « CUMA » : le projet est porté par une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

Adhérent GIEE/membre de PEI : pour obtenir les points, l'investissement doit s'inscrire dans le projet du GIEE/ du groupe opérationnel du PEI.

Santé et sécurité humaine :

Ce critère est conditionné à l'achat d'un équipement améliorant les conditions de travail. La liste des équipements « amélioration des conditions de travail type I et II » est définie dans la notice de demande d'aide.

Bien-être animal, santé et sécurité animale :

Le critère « filière lait standard » est conditionné au fait que l'exploitation devra justifier d'une surface en herbe (prairies permanentes et temporaires) strictement supérieure à 50 % de la SAU. Le terme « lait standard » signifie toute production de lait qui ne relève pas d'un SIQO (AB, AOP...etc.).

Pour les filières porcines et avicoles, l'élevage plein air s'entend hors cage : les animaux doivent avoir accès à un espace extérieur tout au long de la journée.

La liste indicative des diagnostics BEA et biosécurité est définie en annexe 2.

Pour les points « BEA et biosécurité », les projets d'investissements doivent figurer dans la liste de dépenses éligibles des équipements BEA et biosécurité définie en annexe 3. Il sera admis une « fongibilité » des équipements d'une filière à l'autre.

Prise en compte du dérèglement climatique :

Audit bas carbone : si cet audit a déjà servi à qualifier le projet comme étant stratégique, les points ne seront pas comptabilisés.

Installation/équipements économes en eau : ce critère est conditionné à l'investissement dans un équipement préservant la ressource en eau. La liste de ces équipements est définie dans la notice de demande d'aide.

Équipements économes en énergie : l'attribution des points est appréciée à l'aide de diagnostics (dont la liste est précisée en annexe 2) ou avec des notices de matériel.

Les investissements antérieurs de stockage d'eau (pour économiser l'eau potable), de stockage de fourrages et d'aliments (destinés à l'alimentation des animaux de l'exploitation) et de stockage de bois litière (destiné aux animaux de l'exploitation) permettent l'attribution de

points. Ces investissements ne doivent pas dater de plus de 5 ans à la date de dépôt du dossier.

Par ailleurs le critère « stockage bois litière » devra être accompagné d'un plan de gestion du bocage souscrit par l'exploitation.

Les Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) permettant d'obtenir les points de sélection correspondant sont les MAEC :

- Anciennement intitulées : systèmes herbagers, polyculture élevage et herbivores.
- Nouvellement intitulées : PRA2 et autonomie fourragères (HBV).

La zone de déprise est basée sur la cartographie des zones de déprise démographique (carte SRADDET). La carte et la liste des communes est à télécharger sur le site europe-bfc (<https://www.europe-bfc.eu/>) sur la page dédiée à l'appel à projets.

Construction bois et insertion paysagère :

Pour les projets ayant recours à du bois, le terme « local » est défini comme :

- Certifié « AOC Bois du Jura », « Bois des territoires du Massif Central » ou équivalent ;
- Ou produit, transformé et mis en œuvre en Bourgogne-Franche-Comté ou dans un rayon maximal de 100km par rapport au lieu de sa mise en œuvre.

Pour les projets d'insertion paysagère, les points sont attribués sur la base du volet paysager du permis de construire ou de la déclaration préalable de travaux.

Critères spécifiques au volet « énergie » :

L'attribution des points est appréciée à l'aide de diagnostics dont la liste est précisée en annexe 2 ou des notices de matériel.

Critères spécifiques volet « effluents » :

Les aires d'alimentation de captage prioritaires sont définies au niveau de chaque bassin des agences de l'eau du territoire de Bourgogne-Franche-Comté.

Règles d'attribution des notes et de priorisation des dossiers :

La note minimale requise pour pouvoir financer un volet de dossier **doit être supérieure ou égale à 30**. Les points des modalités au sein d'un même critère ne sont pas cumulables.

Au sein des dossiers, chaque volet ayant obtenu la note minimale sera financé par ordre décroissant des notes attribuées et dans la limite des possibilités financières de l'enveloppe FEADER attribuée à cet appel à projets et des enveloppes des financeurs nationaux de l'intervention.

Il sera toutefois possible (après cette première étape de sélection) de « repêcher » les volets de dossiers non sélectionnés, faute de crédit dans une sous-enveloppe FEADER affectée à un volet, en puisant dans les reliquats éventuels des autres sous-enveloppes FEADER.

Le demandeur d'aide dont le projet n'aura pas été retenu faute de disponibilité financière devra à nouveau déposer son dossier lors d'un appel à projets ultérieur sous réserve que son opération ne soit pas terminée à cette date. Si la non-sélection d'un volet entraîne la non-fonctionnalité du projet dans son ensemble, c'est tout le projet qui ne sera pas sélectionné.

En cas de volet de dossiers notés à égalité de points, ceux-ci sont départagés selon l'ordre de priorité décroissante suivant :

- Les dossiers JA ;
- Les dossiers NA ;
- Les dossiers avec projet stratégique ;
- Le plus faible nombre de demande sur le volet bâtiment au cours de la programmation ;
- Le plus faible nombre de demande toute intervention confondue au cours de la programmation ;
- Le plus grand nombre d'UTH de l'exploitation.

Le classement final des dossiers sera validé par l'instance du comité de sélection constituée de l'autorité de gestion régionale, d'un représentant du service instructeur et des différents financeurs.

Article 6 : Engagements du bénéficiaire

Si une aide est attribuée pour un projet d'investissement le bénéficiaire devra :

- Avoir pris connaissance et respecter les délais de réalisation de son projet (délais précisés dans la décision juridique attributive de l'aide) ;
- Détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 5 années à compter de la date de versement du solde de la subvention ;
- Informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, de son projet ou de ses engagements ;
- Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN ;
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet ou les investissements aidés, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet » ;
- Répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe III (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté (www.europe-bfc.eu) ;
- Ne pas apporter de modifications importantes dans la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, pendant toute la durée prévue par l'acte juridique attributif de l'aide ;

- Respecter (uniquement pour les fondations et associations) les dispositions issues du contrat d'engagement républicain conformément aux dispositions prévues par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 ;
- Tenir une comptabilité séparée ou une codification comptable adéquate permettant de tracer les dépenses aidées, d'isoler les charges et les produits liés à l'opération ;
- Fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National qui lui seront demandées par l'autorité compétente ;
- Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 3 ans à compter de la date du paiement final de l'aide, et à ce que les investissements respectent les normes en vigueur dans ce délai ;
- Respecter les règles des politiques communautaires qui lui sont opposables ainsi que la Charte des droits fondamentaux ;
- Respecter la réglementation en vigueur relative à la commande publique, tant dans la passation que dans l'exécution de ses procédures d'achat, lorsque des achats de biens, de services ou de travaux doivent être effectués pour les besoins de l'opération (pour les bénéficiaires soumis à la commande publique) ;
- Respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide.

Précisions sur la cession et la transmission des engagements

En cas de cession de l'exploitation pendant la réalisation des investissements ou pendant la durée des engagements (précisée dans la décision juridique attributive de l'aide), le cédant (celui qui cède l'exploitation et qui était bénéficiaire de l'aide) doit transférer au repreneur les investissements et les engagements souscrits. Le repreneur poursuit donc les engagements souscrits par le cédant mais uniquement pour la période restant à courir de la durée d'engagement.

En cas de transfert partiel des investissements, le cédant continue à respecter les engagements qu'il a souscrit pour les investissements non transmis.

Les investissements et les engagements cédés **doivent être repris par une seule entité juridique éligible à l'intervention** (exploitation individuelle, GAEC, EARL...). Le transfert n'ouvre pas de droits nouveaux. Après vérification par le service instructeur du droit à subvention du repreneur, l'aide est versée dans la limite maximale du montant de la subvention notifiée au cédant.

En effet toute modification de la structure porteuse du projet pouvant impacter le montant de l'aide entraîne le recalcul de cette aide. **Ce recalcul ne peut se traduire par une augmentation de l'aide initialement accordée sauf erreur administrative avérée.**

Par exemple, lorsque l'évolution de la forme sociale de l'exploitation (sortie d'un associé jeune agriculteur, dissolution d'un GAEC...) a des incidences sur la majoration du taux d'aide ou de son plafonnement, le montant de la subvention fait l'objet d'une révision. L'aide révisée sera plafonnée par le montant initial de l'aide.

Le transfert doit préalablement faire l'objet d'**une demande écrite cosignée par le cédant et le repreneur auprès du service instructeur (SI)**. Au vu des nouveaux éléments, le dossier est réinstruit puis, en fonction de son analyse, le SI notifie une décision juridique modificative de l'aide au cédant ainsi qu'une décision juridique nouvelle au repreneur.

Article 7 : contrôles, conséquences et sanctions

Le service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées et peut mener des visites sur place. Les corps de contrôle habilités mènent des contrôles de conformité des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes d'aides en vigueur.

Article 8 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon,

Pour le Président et par délégation,
le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ

ANNEXE 1 – LISTE DES PETITS EQUIPEMENTS ELIGIBLES EN LIEN AVEC L'ELEVAGE

○ Monogastriques (porcins, volailles, lapins etc...)

- Salle d'épinettes (volailles de Bresse),
- Tous les matériels d'automatisation et de précision : pesées et tris automatisés, capteurs, TIC (technologies de l'information et de la communication) et logiciels connexes,
- Automatisation des systèmes de lavage,
- Automatisation des systèmes de distribution de l'aliment et de l'eau de boisson,
- Brumisation,
- Équipements pour la récupération des coproduits des IAA (cuves, reprise et système de distribution),
- Équipements de stockage d'aliments permettant d'économiser l'énergie et les coûts liés au transport,
- Laveur d'air centralisé,
- Raclage du lisier en préfosse,
- Séparation de phase par décanteuse-centrifuge,
- Filtration d'air entrant (élevages de sélection-multiplication),
- Création d'un sas sanitaire,
- Aire bétonnée devant portes et portails,
- Enduit lisse pour le soubassement des murs,
- Enceinte de stockage des cadavres,
- Quais d'embarquement,
- Clôtures, y compris à proximité des bâtiments d'élevage.

○ Bovins viande et lait

- Bascule, couloir de contention, quai d'embarquement et couverture, portes de contention, portes de tri, cage de retournement et écornage, couloirs mobiles,
- Rainurage des bétons, bétons de sols en enrobé, dallage aire paillée,
- Caméra de vidéosurveillance, y compris toutes suggestions de raccordement et de réception,
- Système de détection des vèlages, des chaleurs (sondes vaginales reliées à un smart phone),
- Sur bâtiments d'élevage existants suivant diagnostic d'ambiance, ensemble de dispositifs pour améliorer l'ambiance des bâtiments d'élevage (bardage ventilé, filet brise vent, écailles, faîtage ventilé, capot aérateur, ventilateurs dynamiques, ventilation nurserie),
- Sur bâtiments existants : systèmes de ventilation estivale, brasseur d'air, rideaux amovibles, brumisateurs,
- Distributeurs automatiques de lait pour les veaux, distributeurs automatiques de concentrés,
- Équipements d'alimentation en libre-service (pousse fourrage, cornadis mobiles, râteliers libre-service),
- Dispositifs (grilles plastifiées avec nappes d'accrochage) qui stabilisent et renforcent les qualités naturelles des sols pour ne pas détériorer la prairie dans les zones de passages des animaux,
- Niches à veaux.

○ Ovins

- Bâtiments-tunnels avec permis de construire accordé,
- Quais d'embarquement,
- Rénovation de bâtiments – aménagements intérieurs :
 - Cage de retournement,
 - Parcs de contention fixes ou mobiles et leurs équipements (baignoires, pédiluves...),
 - Bascules s'il existe un parc de contention sur l'exploitation,
 - Claies,
 - Cornadis,
 - Nourrisseurs pour agneaux,
 - Auges,
 - Râteliers (matériels d'alimentation),
 - Cases d'agnelage,
 - Aménagement d'un local nurserie (louve, lampe chauffante),
- Sécateurs électriques pour taille des onglons,
- Clôtures électriques fixes ou amovibles, y compris à proximité des bâtiments d'élevage.
- Piquets et grillage pour les clôtures extérieures,
- Équipements de clôture extérieurs au bâtiment,
- Passages canadiens ;
- Quai d'embarquement.

○ Caprins

- Cornadis,
- Nourrisseurs pour chevreaux, aménagement d'un local nurserie (louve, lampe chauffante),
- Automatisation de la distribution d'aliments (DAL, DAC, feed car, robot d'alimentation, auges mobiles, distributeur de fourrage),
- Couloir de circulation,
- Cage de retournement,
- Sécateurs électriques pour taille des onglons,
- Clôtures électriques amovibles, piquets et grillage pour les clôtures extérieures en continuum du bâtiment, y compris à proximité des bâtiments d'élevage.
- Local vétérinaire,
- Abreuvoir chauffant,
- Aménagement de l'accès au tank,
- Boules à lait,
- Sécurisation de captage privé d'eau,
- Petits matériels informatiques (Pocket) et logiciels de suivi de troupeaux,
- Quais d'embarquement

○ Équins

- Cloisons mobiles pour les aménagements intérieurs,

- Clôtures électriques ou bois et piquets,
- Aménagement de points d'eau au pâturage,
- Abreuvoirs chauffants,
- Barres de soufflage et d'échographie,
- Quais d'embarquement,
- Ceintures de poulinage et caméras.

ANNEXE 2 – LISTE DES DIAGNOSTICS RETENUS

La région Bourgogne-Franche-Comté souhaite favoriser des actions réfléchies au niveau global de l'exploitation. Pour ce faire, les projets définis comme « stratégiques » seront avantagés.

A. Définition de la notion de « projet stratégique » :

Un projet d'investissement dit « stratégique » doit être le fruit d'une décision éclairée et mûrement réfléchie, intervenue en amont du dépôt de dossier et en amont de la réalisation de l'investissement dans le cadre du présent appel à projets. L'intervention d'un organisme de conseil pour la réalisation d'un conseil stratégique permettant d'apporter une vision extérieure et une prise de recul, semble ainsi nécessaire. Pour être en phase avec les objectifs des « conseils stratégiques », l'investissement prévu doit contribuer à l'amélioration de la résilience de l'exploitation agricole face aux aléas climatiques.

Certains de ces conseils stratégiques pourront être financés par le Conseil régional dans le cadre de sa politique d'audits et de conseils aux exploitations. Le plan d'entreprise des JA qui prévoit au moins un des investissements faisant l'objet de la demande d'aide est considéré comme un projet stratégique. La liste des conseils stratégiques retenus est annexée au présent arrêté (annexe 2).

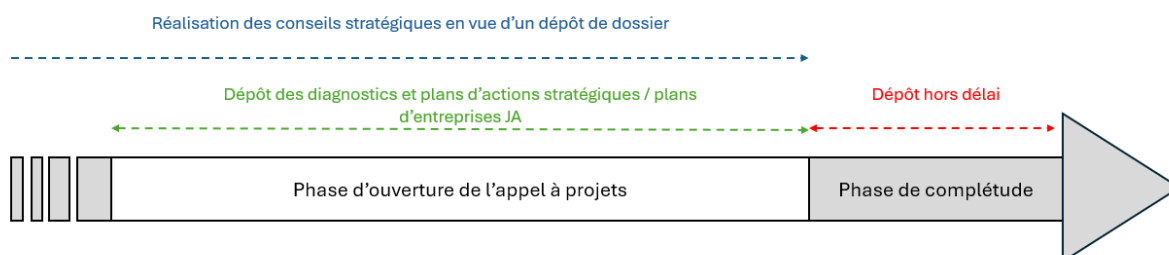
B. Conditions d'éligibilité au caractère « projet stratégique » :

L'exploitant doit avoir réalisé un conseil stratégique global d'exploitation, comprenant une phase de diagnostic, puis l'élaboration d'un plan d'actions à vision moyen-long terme. La mise en œuvre des actions, qui visent en premier lieu une plus grande résilience de l'exploitation et son adaptation aux aléas climatiques, est suivie par l'organisme de conseil mandaté.

C. Avantages et obligations :

Les projets d'investissements dits « stratégiques » permettent aux porteurs de projets d'obtenir plus de points dans les grilles de sélection. Le montant subventionnable maximal est également augmenté.

Au-delà d'un montant plancher prévisionnel d'investissement établi à 500 000 €, la condition « projet stratégique » s'applique obligatoirement et ce pour tous les porteurs de projet éligibles (individuels ou collectifs). Cette condition s'applique si et seulement si le projet sollicite à minima le volet bâtiment de l'intervention.



D. Liste des conseils stratégiques retenus pour accéder au critère “projet stratégique”:

Dispositifs	
Conseil stratégique PerformanceS	Remarques Le projet d'investissement doit être mentionné de manière distincte dans les plans d'actions réalisés au cours de la prestation de conseil
Conseil stratégique TransitionS	
Conseil conversion BIO	
Conseil stratégique Bas Carbone	
Conseil engraissement développement/création suivi renforcé 2B	
MAEC Transitions des pratiques	
Bon diagnostic carbone (dispositif relance de l'état géré par l'ADEME)	
« Accompagnements des agriculteurs face au changement climatique, volet accompagnements climat et sols approfondis » (dispositif proposé par l'ADEME)	
PE des jeunes agriculteurs sollicitant ou ayant sollicité une aide à l'installation	
Conseils stratégiques DINA CUMA	

E. liste des études spécifiques liées à l'investissement retenues :

Tout audit technico-économique réalisé par un tiers indépendant (CER...)

et spécifique à l'investissement faisant l'objet de la demande d'aide. Cet audit devra a minima comprendre :

- La description de l'exploitation
- La description du projet d'investissement et l'objectif recherché par l'exploitation au travers de sa mise en place
- La faisabilité technique de l'investissement et les aspects réglementaires à prendre en compte le cas échéant (normes BEA, sanitaire, effluent notamment ...)
- L'analyse AFOM (Atouts/Faiblesses/opportunités/Menaces) relative à la mise en place de l'investissement au regard de la main d'œuvre, de la production agricole, des résultats économiques (produits et charges le cas échéant)

- Calcul du temps d'amortissement économique (combien d'année faudra-t-il à l'exploitation pour retrouver sa capacité d'investissement d'avant-projet) sans nouveau projet d'investissement, et du taux d'endettement après projet.

F. À titre indicatif, diagnostics énergie pouvant être utilisés :

- Diagnostic PLANETE
- Diagnostic DIATERRE

G. Liste indicative des diagnostics reconnus au titre du bien-être animal et de la biosécurité :

Pour les diagnostics en accès libre et gratuit (autodiagnostic), **la réalisation doit être faite par un technicien indépendant formé** (vétérinaires, techniciens de GDS, techniciens de chambres d'agriculture, techniciens d'organisations de producteurs...).

La liste présentée **est indicative** mais les diagnostics biosécurité devront avoir été validés par la DGAL.

1) Diagnostics reconnus au titre du bien-être animal :

- Élevages cynicoles
 - EBENE lapins (outil ITAVI)
- Élevages avicoles
 - EBENE volailles (outil ITAVI)
- Élevages de porcs
 - BEEP (outil IFIP)
- Élevages équins
 - Equipass
 - Charte bien être FNC
- Élevages bovins
 - BOVIWELL
- Élevages ovins, caprins
 - Autodiagnostic délégués à un organisme indépendant

2) Diagnostics reconnus au titre de la biosécurité:

- Élevages cynicoles
 - EVA –lapins
- Poules pondeuses
 - L'adhésion à la charte sanitaire
 - Diagnostic PULSE ITAVI
- Palmipèdes :
 - EVA-CICAR
 - PalmiG confiance
- Volailles de chair (poulets-dindes-pintades)
 - Audit EVA
 - Diagnostic PULSE ITAVI
- Élevages de porcs
 - Audit biosécurité ANSP « PIG connect Biosécurité »
- Élevages équins
 - Equipass
 - Grille FNC
- Élevages bovins, ovins, caprins
 - Grille GDS France

H. Liste des organismes/outils habilités à établir un cahier des charges minimal en matière de bien-être animal pour les filières porcines et volailles conventionnelles (hors SIQO) :

L'élevage en plein air est considéré comme répondant aux cahiers des charges minimal en matière de bien-être animal. Un justificatif de ce mode de production sera cependant nécessaire.

Pour les autres types d'exploitation de ces filières, l'éligibilité des éleveurs est conditionnée à leur adhésion à des démarches interprofessionnelles, certifiées, normées, dimensionnées et contrôlées. Pour les diagnostics en accès libre et gratuit (autodiagnostic), **la réalisation doit être faite par un technicien indépendant formé** (vétérinaires, techniciens de GDS, techniciens de chambres d'agriculture, techniciens d'organisations de producteurs...).

1) Élevages porcins

Les éleveurs devront adhérer au cahier des charges « Le Porc français » ainsi qu'à l'audit biosécurité en élevage porcin de l'ANSP (Association Nationale Sanitaire Porcine) via l'application Pig Connect –). Les éleveurs devront également répondre à la réalisation et aux préconisations de l'audit d'évaluation du Bien-être animal BEEP, réalisé par un conseiller habilité.

Les exploitations devront être mieux disant que la moyenne de groupe en matière de BEA (cf. radar de positionnement sur les critères BEEP).

2) Élevage avicole : volailles de chair

Les éleveurs devront adhérer à une charte bien-être animal telle la Charte EVA, assurant la conformité de l'application et du suivi des normes françaises et européennes.

3) Élevage avicole : poules pondeuses

Les éleveurs devront adhérer à la charte sanitaire et devront répondre à la réalisation et aux préconisations de l'outil d'évaluation du bien-être des poules pondeuses EBENE réalisé par un conseiller habilité ou un vétérinaire.

Les exploitations doivent être mieux disant que la moyenne de groupe en matière de BEA (cf. radar de positionnement sur les critères EBENE).

ANNEXE 3 – LISTE DE DEPENSES ELIGIBLES AU TITRE DE LA BIOSECURITE ET BIEN-ETRE ANIMAL EN ELEVAGE

Liste des matériels éligibles pour les filières AVICOLES, CUNICOLES et GIBIERS A PLUMES

1. Investissements éligibles au titre du bien-être animal – VOLAILLES DE CHAIR

1.1. Ambiance du bâtiment (qualité de l'air, température, humidité et ventilation)

- Système de régulation lié au chauffage et/ou à la ventilation des bâtiments (boîtiers, capteurs et sondes, organes de commandes - vérins, treuils...);
- Capteurs et sondes d'ambiance ;
- Matériaux d'isolation thermique ;
- Échangeur d'air ;
- Équipement de déstratification de l'air (dont brasseurs d'air, mixeur...);
- Turbines mobiles, turbines équipées de système de brumisation ;
- Système de brumisation, cooling.

1.2. Ambiance lumineuse

Lumière naturelle :

- Création d'ouverture en parois ou toiture pour éclairage lumière naturelle : huisserie, visserie, perçage parois, fenêtre ou surfaces vitrées ou translucide ou rideaux polycarbonates et volet obturateurs ;
- Jardin d'hiver : travaux de structure et aménagement.

Éclairage :

- Installation de ligne électrique pour mise en place d'un éclairage complémentaire à la lumière naturelle (éclairage fluocompact, éclairage LED, éclairage induction, etc..);
- Dispositif de programmation ou de temporisation de l'éclairage.
- Installation de lumières permettant d'améliorer le BEA.

1.3. Sol, litière et aire de couchage

- Matériel d'entretien et de gestion de la litière (aération, soufflerie) ;
- Revêtement : bétonnage du sol intérieur.

1.4. Matériaux manipulables et de nidification

- Équipements de perchage (perchoirs, plateformes...);
- Solution de picorage ;
- Aménagement de nids.

1.5. Isolement des animaux malades ou blessés

- Table de vaccination.

1.6. Aménagements pour l'accès à l'extérieur et pour les parcours plein air

- Plantations sur les parcours d'arbres isolés et de haies d'ombrages ou paysagères (y compris protections des arbres) ;
- Filet d'ombrage sur plantations réalisées ;
- Trappes pour l'accès au plein air : création de trappes normalisées et système d'automatisation ouverture.

1.7. Autres aspects du BEA

- Système de surveillance à distance (boîtiers, sondes, capteurs dont caméras de surveillance) ;
- Système d'alarme ;
- Équipements relatifs aux nouvelles technologies de l'information et communication (NTIC) : Connexion et visualisation, modification des paramètres d'élevage à distance (logiciels et matériels informatiques non éligibles) ;
- Matériel d'alimentation spécifique reproduction : chaines et assiettes équipées de râpes qui permettent de limer le bec du poussin.
- Effaroucheurs ;
- Dispositif de cloisonnement des lots ;
- Caisses et matériel de manipulation des animaux ;
- Rouleaux pour le déplacement des caisses lors de l'enlèvement.

1.8. Investissements spécifiques aux couvoirs

- Incubateurs et éclosiers nouvelle génération (mieux adaptés à l'évolution des souches, permettant une attente réduite des poussins) ;
- Nouveaux nids et pondoirs (confort de l'animal) ;
- Maîtrise de l'ambiance dans les couvoirs (optimisation des conditions d'ambiance pour un meilleur confort de l'animal : ventilation, climatisation, isolation, système de chauffage, système de brumisation, éclairage ...).

2. Investissements éligibles au titre du bien-être animal – PALMIPÈDES GRAS

2.1. Alimentation/abreuvement

- Achat de systèmes d'embuccages souples pour le gavage.
- Ambiance du bâtiment (Qualité de l'air, température, humidité et ventilation)
- Système de régulation lié au chauffage et/ou à la ventilation des bâtiments (boîtiers, capteurs et sondes, organes de commandes - vérins, treuils...) ;
- Capteurs et sondes d'ambiance ;
- Matériaux d'isolation thermique ;
- Échangeur d'air, équipement de déstratification de l'air (dont brasseurs d'air), de turbines mobiles, turbines équipées de système de brumisation, système de brumisation, pad-cooling.

2.2. Ambiance lumineuse

Lumière naturelle

- Création d'ouverture en parois ou toiture pour éclairage lumière naturelle : visserie, huisseries, perçage parois, fenêtre ou augmentation de surfaces laissant passer la lumière (vitrées, translucide, rideaux polycarbonates) et volet ;
- Jardin d'hiver : travaux de structure et aménagement, création des trappes ;

Éclairage

- Installation de ligne électrique pour mise en place d'un éclairage complémentaire à la lumière naturelle (éclairage fluocompact, éclairage LED, éclairage induction, etc...) ;
- Dispositif de programmation ou de temporisation de l'éclairage ;
- Installation de lumières permettant d'améliorer le BEA.

2.3. Revêtement de sol

- Bétonnage du sol intérieur.

2.4. Enrichissement du milieu

- Nouveaux nids et pondoirs (reproducteurs).

2.5. Aménagements pour l'accès à l'extérieur et pour les parcours plein air

- Création de trappes et système d'automatisation ouverture ;
- Amélioration des abords et sorties de trappes (agrandissements des trottoirs) pour éviter les bourbiers sur des zones de passages répétés ;
- Plantations sur les parcours d'arbres isolés et de haies d'ombrage ou paysagères (y compris protections des arbres) ;
- Enherbement (au même titre que l'aménagement paysager) ;
- Création de « mares pataugeoires » ;
- Terrassement et grillages de soutien des structures de sol (dalles stabilisantes) notamment sur le pourtour des bâtiments, aires de bain et trappes de sorties.

2.6. Autres équipements

- Caméras de surveillance ;
- Table de vaccination « confort » permettant de limiter le stress des animaux ;
- Effaroucheurs ;
- Rouleaux pour déplacer les caisses (enlèvement des canards).

3. Investissements éligibles au titre du bien-être animal – POULETTES ET POULES PONDEUSES

3.1. Alimentation/abreuvement

- Matériel d'alimentation pour mise à disposition des compléments de l'alimentation (grit, coquilles d'huîtres, etc.).

3.2. Ambiance du bâtiment (qualité de l'air, température, humidité et ventilation)

- Outils de réduction de la température en cas de fortes chaleurs (pad cooling, ventilateurs, brumisation, isolation, brasseurs) ;
- Système de régulation lié au chauffage et/ou à la ventilation des bâtiments (boîtiers, capteurs et sondes (incluses NH3, CO2...), organes de commandes - vérins, treuils...) ;
- Système de chauffage dont générateur de chaleur à combustion extérieure ;
- Capteurs et sondes d'ambiance ;
- Isolation thermique, échangeur d'air, équipement de déstratification de l'air (dont brasseurs d'air), de turbines mobiles, turbines équipées de système de brumisation ;
- Régulation automatique, box internet pour contrôler les paramétrages à distance et interfacer les données.

3.3. Ambiance lumineuse

Lumière naturelle

- Création d'ouverture en parois ou toiture (puits de lumière) pour éclairage en lumière naturelle : huisserie, visserie, perçage parois, fenêtre ou surfaces vitrées ou translucide ou rideaux polycarbonates et volet obturateurs ;
- Jardin d'hiver : travaux de structure et aménagement ;
- Transformation des vérandas en poulesuses bio en surface annexe de bâtiment (isolation, béton, panneaux de bardage et/ou clair voie, etc.) ;
- Construction ou aménagement de préaux.

Éclairage

- Installation de ligne électrique pour mise en place d'un éclairage complémentaire à la lumière naturelle (éclairage fluocompact, éclairage LED, éclairage induction, etc...) ;
- Dispositif de programmation ou de temporisation de l'éclairage ;
- Installation de lumières permettant d'améliorer le BEA.

3.4. Revêtement de sol

- Bétonnage du sol intérieur

3.5. Matériaux manipulables, perchoirs et matériaux de nidification

- Pondoires notamment pour les élevages de reproducteurs ;
- Nouveaux nids et pondoires ;
- Enrichissement du milieu : Dispositifs de perchage, notamment lavables et fermés (poux).

3.6. Aménagements pour l'accès à l'extérieur et pour les parcours plein air

- Mise en place de trappes dans les élevages de poulettes (accès plein air) ;
- Plantations sur les parcours d'arbres isolés et de haies d'ombrage ou paysagères (y compris protections des arbres) ;
- Perchoirs et plates-formes ;
- Matériel d'entretien du parcours, protection et aménagement des parcours ;
- Clôtures.

3.7. Autres aspects du BEA

- Transformation de bâtiments d'élevage de poules en cage vers des systèmes alternatifs (démontage cages, construction de volières, modification de l'aération, abords, etc.) ;
- Construction ou aménagement de préau (poulettes bio) ;
- Investissements liés à la conversion des bâtiments de cages en production d'œufs alternatif : modification coques, démontage de cages, équipements intérieurs : volières ou autres, abords ;
- Matériel de cloisonnement des lots ;
- Matériel de pesée automatique des animaux.

4. Investissements éligibles au titre du bien-être animal - Filière Gibiers / pigeons

4.1 Ambiance du bâtiment (Qualité de l'air, température, humidité et ventilation)

- Humidificateur, pour le bon équilibre de l'ambiance en bâtiment au démarrage des lots, gestion d'ambiance globale.
- Brumisation, turbines mobiles, isolation des structures d'élevage en prévision de variations climatiques.
- Équipements de ventilation des bâtiments en privilégiant la ventilation naturelle (systèmes de bardages modulables) ;
- Isolation, aération, brumisation, régulation thermique, automatisation des ouvertures de trappes, groupe électrogène fixe, pad cooling ;
- Construction de bâtiments froids ou jardins d'hiver pour mise à l'abri en cas d'élévation du niveau de risque.

4.2 Ambiance lumineuse (lumière naturelle et éclairage)

- Installation de lumière bleue pour reprise de gibier, régulateur et ampoules dimmables ;
- Création d'ouverture en parois ou toiture (puits de lumière) pour éclairage en lumière naturelle : visserie, perçage parois, fenêtre ou augmentation de surfaces vitrées ou panneaux translucides ou rideaux polycarbonates et volets obturateurs.
- Installation de régulateur de luminosité, systèmes d'occultant / volets pour gérer l'entrée de la lumière naturelle ;
- Installation de ligne électrique pour mise en place d'un éclairage complémentaire à la lumière naturelle (éclairage fluocompact, éclairage LED, éclairage induction, etc...) ;
- Dispositif de programmation ou de temporisation de l'éclairage ;
- Installation de lumières permettant d'améliorer le BEA.

4.3 Enrichissement du milieu

- Aménagement de pondoires, nouveaux nids

4.4 Aménagements pour l'accès à l'extérieur et pour les parcours plein air

- Création, automatisation trappes d'entrée et sortie,
- Développement de préaux et jardins d'hiver pour faciliter les transitions intérieur/extérieur.

4.5 Autres aspects du BEA

- Systèmes d'attrapage, de contention, de chien électrique, convoyeur, quais de chargement, caméras de surveillance avec boîtier et sonde (amélioration de la survie) ;
- Petits incubateurs.

5. Investissements éligibles au titre du Bien-être animal - Filière Cunicole

5.1. Ambiance du bâtiment (qualité de l'air, température, humidité et ventilation)

- Amélioration de l'isolation thermique et étanchéité des bâtiments ;
- Équipements de ventilation et de chauffage (nombre et capacité ventilateur adapté, chauffage, échangeur d'air, coffret extérieur de protection...) ;
- Systèmes de refroidissement (brumisation, pad cooling, panneaux évaporatifs...) ;
- Salle de préparation d'air ;
- Trappes entre le sas de préparation d'air et les salles d'élevage (entrées d'air automatisées) ;
- Équipement en sondes pour mesure hygrométrie et taux d'NH3 et CO2 (en plus sonde de la sonde de température existante) ;
- Système de régulation lié au chauffage et/ou ventilation des bâtiments (boîtiers, capteurs et sondes, organes de commande) ;
- Systèmes de surveillance à distance (boîtiers, sondes, capteurs).

5.2. Ambiance lumineuse

Naturelle

- Création d'ouvertures pour disposer d'éclairage naturel (fenêtres, polycarbonate, bandeaux lumineux, trappes claires, puits de lumière, dont système de régulation et d'obturation).

Éclairage

- Équipement en lumière artificielle proche conditions naturelles (LED, transition lumineuse) ;
- Installation de ligne électrique pour mise en place d'un éclairage complémentaire à la lumière naturelle (éclairage fluocompact, éclairage LED, éclairage induction, etc...) ;
- Dispositif de programmation ou de temporisation de l'éclairage ;
- Installation de lumières permettant d'améliorer le BEA.

5.3. Revêtement de sol

- Caillebotis ;
- Fond repose pattes ;
- Sol alternatif au grillage.

5.4. Logements alternatifs à la cage

- Cages de grands modèles, cages plus hautes avec mezzanines, parcs ;
- Passage de parc grillagé vers des parc caillebotis, enclos au sol ;
- Bâtiment de desserrage avec des logements alternatifs ;
- Trappes de communication entre logements ;
- Conversion vers production biologique ou avec accès plein air : parcours extérieurs, trappes d'accès au plein air, dispositif de clôture extérieure, bâtiment léger type label, abris, zone d'ombrage ; etc.

5.5. Enrichissement du milieu de vie

- Supports pour mettre à disposition des matériaux à ronger ou du fourrage grossier ;
- Refuges, terriers, nuitées ;
- Nid couvert ou obscurci ;
- Supports matériaux à ronger ;
- Kits de réhausse ;
- Matériel permettant de préparer les éléments de nidification (égrenage, manutention...).

5.6. Autres aspects du BEA

- Équipement de salles spécifiques pré-cheptel ;
- Système d'enlèvement et transports animaux prenant plus en compte le BEA (chariot d'enlèvement amélioré...).

6. Investissements éligibles au titre de la Biosécurité

6.1. Filières avicoles

- Acquisition de systèmes d'alimentation et d'abreuvement en extérieur protégés de la faune sauvage ;
- Système anti-perchage sur les lignes d'alimentation et d'abreuvement en extérieur ;
- Système de paillage automatique interne au bâtiment ;
- Amélioration de l'étanchéité des bâtiments anciens (protection des ouvertures contre la faune sauvage et les nuisibles) ;
- Moyens de protection des stockages de litière ou d'aliment (boisseaux de stockage, bardage de hangars, pose de filets...) ;
- Acquisition de silos de stockage d'aliment pour bâtiment mobile d'élevage en plein air ;
- Moyen de lutte contre l'avifaune (effaroucheurs, filets de protection ...) ;
- Réalisation ou rénovation de sas (ou local) sanitaire et équipement ;
- Création de porte pour accéder au parcours à partir de la zone propre du sas
- Les travaux, équipements, aménagements des locaux d'accueil des prestataires (vestiaires, sanitaires, etc.) ;
- Réfection des abords proches des bâtiments y compris parcours (empierrement, trottoirs ou plateforme bétonnée, caniveau bétonné...) ;
- Enceintes réfrigérées ou sous froid négatif pour stockage des cadavres, bac d'équarrissage y compris aménagement d'aire bétonnée ;
- Rénovation des parois des bâtiments afin de faciliter le nettoyage et la désinfection (N&D) : enduit lisse... ;
- Aire de nettoyage du matériel ou des véhicules bétonnés avec système de récupération des eaux ;
- Matériel et équipement de désinfection des caisses ;
- Rénovation ou création de station de N&D ;
- Acquisition de moyens d'enfouissement d'effluents ;
- Clôture des parcours (piquets, grillage, etc.) et clôtures électrifiées pour la réduction des parcours en cas d'influenza aviaire et lutte contre les intrusions ;
- Construction de bâtiments froids ou jardins d'hiver pour faciliter la claustration en cas d'élévation du niveau de risque ;

6.2. Gibiers à plumes

- Rénovation des bâtiments pour l'étanchéité et l'isolation ;
- Rénovation des parois des bâtiments afin de faciliter le nettoyage et la désinfection (N&D) ;
- Protection contre la faune sauvage et les nuisibles, rénovation des parcs et volières : grillage et filets ;
- Protection des sites (grillages, clôtures, barrières...) ;
- Amélioration de sas sanitaires en 2 zones ;
- Achats de matériels de nettoyage et désinfection.

6.3. Filière cunicole

- Étanchéité des bâtiments anciens (protection contre la faune sauvage et les nuisibles) ;
- Protection des sites (couverture des plein air et semi plein air, grillages, clôtures, effaroucheur, barrières...) ;
- Béton des aires sanitaires extérieures ;
- Bétonnage et revêtements sanitaires des sols intérieurs ;
- Enduits des soubassements ;
- Travaux et équipement d'un sas sanitaire ;
- Système fixe de détrempage/nettoyage/lavage ;
- Système de désinfection automatisé des salles ;
- Enceintes réfrigérées ou sous froid négatif pour stockage des cadavres, bac d'équarrissage y compris aménagement d'aire bétonnée ;

- Enceinte réfrigérée pour bac équarrissage et aire d'entreposage + raccordement eau et électricité ;
- Réalisation d'une zone de stationnement à l'extérieur de la zone professionnelle sécurisée pour stationnement des intervenants extérieurs ;
- Silo supplémentaire pour la gestion des aliments avec délais de retrait ;
- Aménagement de l'élevage pour renforcer la biosécurité (système TPTV, logement du pré-cheptel, rotoluve, pédiluves...).

Liste des matériels éligibles pour la filière BOVINS

1. Investissements éligibles au titre du Bien-être animal

1.1 Maitrise de l'ambiance du bâtiment

Qualité de l'air, température, humidité et ventilation

- Équipements pour aérer, ventiler, protéger, et gérer l'ambiance du bâtiment en période chaude et en période froide : bardages fixes ou mobiles, isolants en toiture, volets, éclairants, protections brise-vent, systèmes automatisés de gestion de la température, de l'humidité et de la qualité de l'air, brasseurs d'air, ventilateurs, douches et asperseurs, extracteurs, isolation, etc.

Ambiance lumineuse (lumière naturelle et éclairage)

- Éléments translucides sur bardage, augmentation des surfaces vitrées (fenêtre double vitrage),
- Installation de lumière intérieure en complément de la lumière naturelle, etc.

1.2 Équipements permettant de limiter les risques de blessures des animaux et une manipulation limitant le stress

- Équipements de contention (cage de contention, cornadis, restrainer, barrières anti-recul, autres systèmes d'immobilisation des animaux, pédiluve, etc.)
- Quais de chargements et déchargements des animaux

1.3 Sol, litière et aire de couchage

- Équipements lavables permettant une amélioration du confort, l'exercice et évitant les glissades : tapis de sol, aires raclées, aires d'attente, quais de traite, tapis classiques, tapis avec rainures de collecte des urines, asphalte, rainurage sol béton, etc.
- Équipements permettant une amélioration du confort des animaux : tapis, matelas, brosses, chauffage pour les jeunes, etc. ;
- Nouveaux matériaux plus confortables pour la surface de couchage : logettes flexibles.

1.4 Aménagements pour l'accès à l'extérieur et au pâturage

- Aménagement d'aire découverte (et gestion des effluents associés), aménagement des chemins de pâturage (hors béton bitumineux et enrobé), aménagement des clôtures fixes, boviduc reliant deux parcelles sans traverser une voie publique. Lorsque le boviduc traverse une parcelle détenue par un tiers privé, l'accord écrit est nécessaire.
- Aménagements pour l'ombrage y compris la végétalisation, et les haies.
- Terrassement et grillages de soutien des structures de sol (dalles stabilisantes) notamment sur le pourtour des bâtiments, des points d'accès et des points d'abreuvements extérieurs.

1.5 Autres équipements

- Autres aménagements permettant l'expression du comportement naturel : solutions d'enrichissement du milieu dans les bâtiments (dont tétines ou ballons), objets ludiques pour les veaux, logements modulables pour les veaux (cases à 2), niches collectives, brosses et matelas, etc.
- Aménagement d'aires d'exercice en intérieur.
- Aménagement de salles de tétées
- Système de circulation des animaux en bâtiment (pour réduire le stress).
- Construction et aménagement de logettes en bovin lait
- Amélioration du confort : aménagement des aires d'attente pour la traite et équipements tels que le relevage automatique ;
- Système de surveillance à distance (boîtiers, sondes, capteurs dont caméras de surveillance).

2. Investissements éligibles au titre de la Biosécurité

2.1 Pour éviter le « fil à fil »

- Installation de doubles clôtures : prendre en compte la fourniture de matériel : piquets, fil électrique, électrificateur, batterie, isolateur, etc.
- L'équipement de parcelles en cas d'échanges de pâtures (clôtures, abreuvement).

2.2 Pour éviter les contacts directs et indirects avec la faune sauvage et d'autres bovins au titre des petits équipements liés à l'aménagement du parcours

- Achat et installation d'abreuvoirs adaptés pour éviter l'abreuvement partagé avec d'autres troupeaux et pour éloigner les lieux d'abreuvement des zones les plus fréquentées par la faune sauvage ;
- Procédés de pompage et d'abreuvement à distance de la ressource en eau pour éviter l'abreuvement direct dans les points d'eau naturels : pompe à nez ou pompe électrique, tuyaux, ainsi que puit ;
- Utilisation de l'eau du réseau pour éviter d'utiliser les mares et cours d'eau : aide à l'installation de compteurs d'eau, tuyaux, tonnes à eau ;
- Protection des abords des lieux d'abreuvement : aménagement de la descente vers le point d'eau, système de trop plein pour éviter le débordement des abreuvoirs avec évacuation à distance ou puisard, flotteur, empierrement sous les points d'eau artificiels, ouvrages de franchissement des cours d'eau ;
- Clôture des zones humides et des points d'eau naturels (mise en défens par une clôture permanente), drainage si autorisé ;
- Mise en défens des terriers de blaireaux, désinfection des latrines de blaireaux ;
- Clôture des zones boisées (mise en défens) et construction d'abris dans les pâturages pour remplacer les abris naturels ;
- Clôtures électriques anti-sangliers sur certaines parcelles ;
- Clôtures intelligentes ;
- Supports de pierre à lécher et de seaux à minéraux en hauteur et bac à aliments concentrés sur pieds pour limiter l'accès à la faune sauvage.
- Système de type culbuto pour les concentrés distribués au pré, pour éviter que les aliments soient renversés sur le sol.

2.3 Pour éviter les intrusions dans les bâtiments et l'accès aux aliments

- Travaux pour clore un bâtiment (en particulier s'il est isolé) ou le site d'exploitation (portail, passage canadien...) ;
- Protection des stocks d'aliments concentrés par des murets et un fil électrique ou une barrière, installation de cellule-silo ;
- Protection des silos d'ensilage par une clôture électrique ;

2.4 Pour sécuriser le stockage des fumiers vis-à-vis de la faune sauvage et du cheptel

- Bâchage des fumiers ou protection par une clôture électrique.

2.5 Mesures de biosécurité générale

- Aménagement d'aire de lavage-désinfection pour le matériel en commun et le matériel de l'exploitation. (Arrivée d'eau et évacuation sécurisée, dalle de béton) ;
- Aménagement de plateforme d'équarrissage. (Dalle de béton, murets...) ;
- Aménagement de local d'isolement ;
- Aménagement de l'entrée de la zone d'élevage avec pédiluve et lave botte ;
- Aménagement de système de contention ;

Liste des matériels éligibles pour la filière ÉQUINS

1. Investissements éligibles au titre du Bien-être animal

1.1 Maitrise de l'ambiance du bâtiment - Qualité de l'air, température, humidité et ventilation

- Système de ventilation des bâtiments (ventilateurs, extracteurs, climatiseurs, ouvertures dans le toit / les parois et bardages modulables pour favoriser la ventilation naturelle...);
- Amélioration de l'isolation thermique des bâtiments ;
- Système de protection contre les intempéries (protections contre le vent, protections solaires, couvertures et bonnets...).

1.2 Logement, sol, litière et aire de couchage

- Construction – rénovation de stabulation libres, stalles, boxes, boxe de poulinage...
- Sols – stabilisation, dalles, tapis, rainurage, qualité adaptée à la pratique...
- Système permettant d'avoir une écurie active, boxes avec accès à l'extérieur (paddock ou autre)
- Système de séparation entre les boxes permettant les contacts ;
- Matelas couchage.

1.3 Parcours extérieurs

- Clôtures sécurisées et non accidentogènes ;
- Aménagements pour l'ombrage y compris la végétalisation ;
- Mise en place de parcours y compris terrassement, stabilisation des sols...
- Aménagement de chemins d'accès aux pâtures / paddock pour faciliter leur utilisation (hors béton bitumineux et enrobé).

1.4 Autres BEA

- Systèmes de grattage ;
- Création et réfection des aires de douches avec système d'eau chaude ;
- Acquisition – installation des lampes chauffantes ;
- Système de surveillance des équidés au box.

2. Investissements éligibles au titre de la biosécurité

2.1 Alimentation - abreuvement

- Tonnes à eau et matériel pour faciliter le stockage et la qualité de l'eau
- Sécurisation des points d'eau et de leurs abords pour éviter des contacts avec la faune sauvage
- Aménagement de la descente vers le point d'eau
- Systèmes limitant l'accès du fourrage à la faune sauvage
- Solutions de stockage des aliments à l'abri des nuisibles (silos à grains, ...)
- Supports de pierre à lécher et de seaux à minéraux en hauteur
- Bac à aliments concentrés sur pieds pour limiter l'accès à la faune sauvage.

2.2 Autres – maîtrise des risques

- Colliers connectés permettant la localisation pour les animaux en estive, au pré et le suivi des constantes physiologiques pour l'ensemble des équidés ;
- Outils permettant la mise en place d'un circuit de soin ;
- Pédiluve / lave-bottes ;
- Aménagement d'une aire de lavage / désinfection du matériel et des équipements.

Liste des matériels éligibles pour les filières OVINS - CAPRINS

1 Investissements éligibles au titre du Bien-être animal - OVINS

1.1 Maitrise de l'ambiance du bâtiment

Qualité de l'air, température, humidité et ventilation

- Équipements permettant de protéger les animaux des aléas climatiques et des conditions climatiques extrêmes, aussi bien en bergerie qu'au pâturage (cf. aussi point 1.5 pour les aménagements extérieurs) :
 - o Sondes thermiques et hygrométriques, isolation thermique des bâtiments, filets brise-vent, panneaux radiants ;
 - o Végétalisation des abords du bâtiment et abris artificiels au pâturage ;
 - o Terrassement /bétonnage des sols et accès des abris artificiels et des pourtours des abris artificiels et accès aux parcs.
- Équipements contribuant à améliorer la qualité de l'air et la régulation de la température et de l'humidité : bardages escamotables, extracteurs, ventilateurs, brasseurs, système automatisé de ventilation.

Ambiance lumineuse (lumière naturelle et éclairage)

- Bardages ajourés ou translucides,
- Installation ou amélioration du système d'éclairage artificiel en bergerie, en salle de traite et sur toutes les zones de circulation des animaux, permettant une meilleure surveillance des animaux et favorisant l'anticipation de problèmes sanitaires (à l'agnelage, respiratoires, boiterie...).

1.2 Équipements permettant de limiter les risques de blessures des animaux et une manipulation limitant le stress

- Parc de contention (fixes et mobile) entier ou par module : parc d'attente, couloir et parc de réception ;
- Équipement de contention : cage de retournement, cornadis, restrainer, anti-recul, autres systèmes d'immobilisation et de tri des animaux, bascule de pesée, pédiluve, douches, portes et portillons, etc.
- Quai de chargement des animaux, pour limiter le stress lors des déplacements d'animaux
- Aménagements et matériel pour la tonte : salle de tonte, matériel de contention spécifique, plancher adapté, etc.

1.3 Sol, litière et aire de couchage

- Équipement permettant le confort au repos et la facilité de mouvement contribuant à un logement correct :
- Revêtement de sol non glissant et lavable ;
- Stabilisation et aménagement des zones de circulation des animaux aux abords des bâtiments et dans les chemins d'accès aux pâtures.

1.4 Matériel autour de la mise-bas

- Case d'agnelage, aménagement de parcs en bergerie.

1.5 Aménagements pour l'accès à l'extérieur et au pâturage

- Aménagement pour l'accès à l'extérieur et au pâturage (hors béton bitumineux et enrobé) : aménagement d'aire d'exercice couverte ou découverte, aménagement des chemins de pâturage, aménagement des clôtures fixes (grillage ou électrique type high tensil) ou clôture électrique mobile (pack motorisé pour quad), oviducs reliant deux parcelles sans traverser une voie publique. Lorsque l'oviduc traverse une parcelle détenue par un tiers privé, l'accord écrit est nécessaire ;
- Aménagements pour l'ombrage y compris la végétalisation, végétalisation au pâturage, haies et abris artificiels,
- Terrassement et grillage de soutien des structures de sol (dalles stabilisantes) notamment sur le pourtour des bâtiments et des points d'abreuvements extérieurs,

- Terrassement /bétonnage des sols et accès des abris artificiels et des pourtours des abris artificiels et accès aux parcs.

2 Investissements éligibles au titre du bien-être animal – CAPRINS

2.1 Maitrise de l’ambiance du bâtiment

Qualité de l’air, température, humidité et ventilation

- Isolation et ventilation des bâtiments (rideau, bardage, ...), etc.
- Terrassement et grillages de soutien des structures de sol (dalles stabilisantes) notamment sur le pourtour des bâtiments.

Ambiance lumineuse

2.2 Équipements permettant de limiter les risques de blessures des animaux et une manipulation limitant le stress

- Systèmes de contention, (essentiels dans les élevages où la gestion des lots est très fréquente)

2.3 Sol, litière et aire de couchage

- Équipements permettant le confort au repos et la facilité de mouvement contribuant à un logement correct :
- Revêtement de sol non glissant et lavable ;
- Stabilisation et aménagement des zones de circulation des animaux aux abords des bâtiments et dans les chemins d’accès aux pâturages.

2.4 Matériel autour de la mise-bas

- Aménagement de nurserie : gestion des zones d’allaitement artificiel (ventilation, accès à l’aliment,), équipement d’allaitement artificiel (louves pour l’allaitement des chevrettes) et systèmes de chauffage en nurserie pour l’élevage des jeunes caprins.

2.5 Aménagements pour l’accès à l’extérieur et au pâturage

- Aménagements pour l’ombrage, la végétalisation au pâturage ou les parcours, l’installation de haies et abris artificiels.
- Aménagement pour l’accès à l’extérieur et au pâturage (hors béton bitumineux et enrobé): aménagement d’aire d’exercice couverte ou découverte, aménagements des chemins de pâturage, aménagements des clôtures fixes (grillage ou électrique type high tensil) ou clôture électrique mobile (pack motorisé pour quad) ;
- Terrassement et grillage de soutien des structures de sol (dalles stabilisation) notamment sur le pourtour des bâtiments, des points d’accès et des points d’abreuvements
- Terrassement/bétonnage des sols, des accès des abris artificiels, des pourtours des abris artificiels et accès aux parcs.

2.6 Autres équipements

- Aménagement des locaux (par ex. barrières mobiles pour l’accès à l’eau, y compris pour des petits lots) et amélioration des locaux des boucs ;
- Revêtement des murs et mise en place de petits bancs et murets, dispositifs permettant aux animaux de s’isoler de leurs congénères ;
- Autres aménagements permettant l’expression du comportement naturel (solutions d’enrichissement du milieu dans les bâtiments).

3 Investissements éligibles au titre de la biosécurité – OVINS-CAPRINS

- Aménagement et équipement pour la désinfection des personnes entrant dans la zone d'élevage : point d'eau, lave-bottes, pédiluves, douches, vestiaires ;
- Aménagement pour l'équarrissage des petits ruminants : bacs d'équarrissage, bacs réfrigérés ;
- Équipement pour la protection sanitaire du stockage d'aliment : silo fermés, portes d'accès, etc.

Liste des matériels éligibles pour la filière PORCINS

1 Investissements éligibles au titre du Bien-être animal

1.1 Maitrise de l'ambiance du bâtiment

Qualité de l'air, température, humidité et ventilation

- Système de cooling ou de brumisation ;
- Systèmes de chauffage et de ventilation permettant une amélioration de la qualité de l'air dans les salles : capteurs, augmentation de niveau de ventilation, etc. ;
- Système d'aspersion ;
- Création/rénovation d'aire et système de douche ;
- Échangeur de chaleur et réseau, ventilation économe ou centralisée (avec boîtiers de régulation).

Ambiance lumineuse (lumière naturelle et éclairage)

- Équipement permettant l'apport de lumière naturelle (puits de lumière, fenêtre) ;
- Système de programmation de lumière artificielle.

1.2 Sol, litière et aire de couchage

- Aménagement des sols permettant la séparation des aires de vies du porc (partie sol plein) ;
- Bâtiment avec accès à une zone de litière totale ou partielle ;
- Revêtement de sols : construction ou aménagement lors du changement du type de sol (caillebotis, accès extérieur (courette...), gisoirs, tapis de sol).

1.3 Amélioration des conditions de logement

- Construction ou aménagement des maternités (case relevable, case liberté...) ;
- Cabane maternité avec barres anti-écrasement ;
- Niches pour porcelets ;
- Bâtiment et aménagements permettant de réduire les densités en engraissement ;
- Bâtiment et aménagement permettant une mise en liberté des truies gestantes dès l'insémination ;
- Construction ou aménagement d'engraissement pour augmenter la surface par porc ;
- Cabanes d'engraissement ;
- Enrichissement du milieu : matériaux manipulables optimaux pour les porcs.

1.4 Aménagements pour l'accès à l'extérieur et au pâturage

- Bâtiment et aménagement permettant un accès à l'extérieur garantissant une biosécurité suffisante vis à vis de la faune extérieure ;
- Terrassement et grillage de soutien des structures de sol (dalles stabilisantes) notamment sur le pourtour des bâtiments, des points d'accès et des points d'abreuvements extérieurs.

1.5 Autres équipements

- Aménagement des quais de chargement et aires d'attente.

2 Investissements éligibles au titre de la biosécurité

- Clôture et portail étanche ou passage canadien pour élevages plein air, courettes, hangars fermés par des murets ou barrières métalliques ajourées sur l'extérieur ;
- Clôture ou grillage ou autres et portail étanche ou passage canadien pour la séparation des 3 zones d'élevage (dont zone professionnelle au-delà du réglementaire) avec gestion du stockage litière, FAF avec silo couloir...) ;

- Protection des aires de circulation des porcins ;
 - Construction ou aménagement d'un sas sanitaire / local sanitaire ;
 - Protection des bâtiments contre les intrusions de nuisibles ;
 - Portique ou aire de désinfection des véhicules et matériel ;
 - Construction ou aménagement d'une quarantaine, d'une aire de stockage, quai d'embarquement (fixe ou mobile) ;
- Construction ou aménagement d'aires d'équarrissage (bétonnée ou stabilisée) avec les équipements nécessaires (cloche, bac...).